

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU
COMMERCE EXTÉRIEUR
DE
L'INDOCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 26 avril 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Louis GAY-LUGNY

Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants : { *MM. PERREAU, professeur.*
TRUCHY, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU
COMMERCE EXTÉRIEUR
DE
L'INDOCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 26 avril 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Louis GAY-LUGNY

Président : M. LESEUR, professeur.

*Suffragants : { MM. PERREAU, professeur.
TRUCHY, professeur.*



PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1910

Digitized by the Internet Archive
in 2026

DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'INDOCHINE

INTRODUCTION

L'étude des questions coloniales prend chaque jour une importance plus considérable en raison du besoin d'expansion des diverses nations européennes, et aussi, depuis quelques années des États-Unis d'Amérique.

Les puissances qui possèdent déjà un empire colonial, non contentes de le garder jalousement s'efforcent de l'agrandir; les autres de s'en créer un. Toutes répondent en cela à des besoins divers, mais impérieux.

Pour les pays à natalité puissante, les colonies constituent un déversoir précieux en recevant le trop plein d'une population trop dense, que le sol de la mère patrie ne suffit plus à nourrir.

Pour ceux, dont la richesse industrielle suffit à assurer la vie de leurs habitants, elles ne sont pas moins nécessaires. De nos jours, il faut produire à bon marché et l'on ne produit de cette manière que

par grandes masses ; comme le marché métropolitain ne suffit pas à épuiser la production ; comme le marché international se resserre à mesure que la politique générale s'oriente de plus en plus vers le protectionnisme, il faut trouver à toutes forces des débouchés nouveaux, sinon, c'est la ruine par la pléthore : celle qui menaça l'industrie anglaise lors du blocus continental.

Le remède à la surproduction sera fourni par les colonies. Chez elles, la métropole aura un marché qu'elle se réservera par des taxes prohibitives sur les produits de l'étranger qui pourraient concurrencer les siens ; par elles, le pays pourra conjurer à la fois et la crise de surproduction et celle de la baisse des prix.

D'autres pays rechercheront dans les colonies un marché d'approvisionnement. Ils réclameront d'elles les matières premières que leur sous-sol ne peut leur fournir, ou dont le climat est impropre à assurer la production. Sans elles, la métropole sera tributaire de l'étranger et, selon la politique douanière de la nation qui exporte, leur industrie pourra prospérer ou devra rapidement périr. Les dangers de cette dépendance se sont manifestés sous une forme particulièrement violente à propos du coton, lorsque les Etats-Unis d'Amérique, premiers producteurs du monde ont voulu en suspendre l'exportation.

Les pays, où les capitaux trop considérables ne trouvent plus d'emploi, auront aussi un débouché dans les colonies. Ils contribueront au développement de la

richesse nationale, au lieu d'aider au développement de celle de l'étranger.

Tels sont les principaux besoins d'expansion à l'heure actuelle. Alors qu'au XVIII^e siècle avec le Pacte Colonial, on cherchait surtout dans les colonies un moyen d'aider l'industrie naissante, en leur vendant fort cher les produits manufacturés de la métropole ; on leur demande aujourd'hui, sauf le cas exceptionnel des colonies de peuplement, d'être un consommateur dont on sait garder la clientèle par certaines mesures prohibitives à l'égard des concurrents, ou d'être un fournisseur ; le plus souvent les deux. Car pour importer, la colonie doit avoir un pouvoir d'achat et elle ne peut l'obtenir que par la vente de ses produits. Aussi peut-on dire que le signe de la richesse d'une colonie : c'est son commerce extérieur.

Nous avons l'intention dans cette courte étude de faire un examen des rapports commerciaux d'une des plus importantes de nos colonies : l'Indochine. Nous voulons examiner les relations qu'elle entretient avec la France et avec ses voisins d'Extrême-Orient, les causes qui peuvent les favoriser ou les restreindre, les services qu'elle rend et qu'elle est appelée à rendre à la métropole, l'avenir auquel elle peut prétendre, enfin les moyens de développer ses richesses agricoles et industrielles, facteurs de la prospérité économique d'un pays.

CHAPITRE PREMIER

Possibilités commerciales de l'Indochine au point de vue du commerce extérieur

A. — RIZ. — *Statistiques d'exportation.*

Pays qui s'approvisionnent de riz indochinois.

Le riz tient la tête des productions de la colonie : il serait même encore possible d'augmenter cette culture ; car une grande quantité de terrains susceptibles de produire cette céréale sont incultes. Peut-on craindre la surproduction ? On peut faire à cette question une réponse catégoriquement négative. On trouverait, en effet, facilement des débouchés pour cette denrée : l'Extrême-Orient demande du riz avec une telle régularité que celui-ci pourrait presque servir dans ces pays de base aux transactions.

En Cochinchine, où les rizières occupent la surface la plus considérable ; où le travail est plus facile, le climat plus régulier, les terres plus riches, la moitié seulement du delta du Mékong est en culture. La consommation des habitants ne dépassant guère le tiers de la récolte, nous pouvons, de ce fait, nous

rendre compte que les disponibilités pour l'exportation sont énormes. D'ailleurs, il est à remarquer que la Cochinchine vient au deuxième rang parmi les pays exportateurs du riz, aussitôt après la Birmanie, état de l'Indochine appartenant à l'Angleterre. Dans les bonnes années, la Cochinchine peut exporter plus de 800.000 tonnes de riz ; d'après les statistiques des douanes, l'exportation du riz s'est élevée pour l'année 1908 à 1.234.002 tonnes dont 975.293 pour la Cochinchine ; 253.302 pour le Tonkin et 15.408 pour l'Annam. Cette quantité considérable de riz représentait une valeur de 138.172.142 francs, dont la part de la Cochinchine s'élevait à elle seule à 107.875.000 francs.

Au Tonkin, la culture du riz nécessite plus de travail : les pluies étant moins régulières, la terre très morcelée et la population plus dense. Pour irriguer les rizières, les indigènes sont obligés de se servir d'instruments spéciaux et comme ils sont peu accessibles aux perfectionnements de l'agriculture moderne, ils se servent de cuillers en bambou tressé, qui, d'un mouvement incessant, font passer l'eau d'une rizière dans l'autre.

Les deux principaux centres de culture sont en Indochine : les deux deltas du Mékong et du Fleuve Rouge. Les superficies cultivées ne nous sont pas exactement connues ; toutefois, d'après les registres d'impôt, on peut évaluer à 1.200.000 hectares les superficies plantées de riz pour la Cochinchine ; à 900.000 hectares pour le Tonkin ; quant au Cambodge et à l'Annam,

les statistiques sont si insuffisantes, qu'il vaut mieux ne pas donner de chiffres.

Au Tonkin, il est assez difficile de développer cette culture au point de vue étendue en raison de la densité des habitants ; on compte, en effet, jusqu'à 360 habitants par kilomètre carré dans certaines régions. On pourrait cependant augmenter le rendement des rizières, en faisant des améliorations afin d'éviter dans la mesure du possible les inondations et les sécheresses. Depuis l'occupation française, les travaux ont d'ailleurs commencé et c'est à notre initiative que l'Indochine doit le canal de Xano d'une longueur de quarante kilomètres, qui relie un des bras du Mékong, le Bassac par l'intermédiaire de son affluent le Rach-Canto, à l'une de ces rivières de Cochinchine qui sont presque des fleuves, le Rach-Cailon (1). Ce canal est non seulement une voie de communication ; mais aussi un précieux organe d'assèchement.

En Cochinchine, au contraire, il reste d'immenses superficies à cultiver, ce qui manque le plus c'est la main-d'œuvre surtout dans le delta. L'Annamite se soucie fort peu des grandes entreprises : il cultive pour lui et sa famille et sa seule préoccupation est d'assurer la subsistance des siens. Espérons qu'avec notre influence, l'indigène sortira de cette insouciance, qui est le propre de son caractère et que,

1. ALBÉRIC NÉTON. *L'Indochine et son avenir économique*, p. 167.
Question des irrigations.

mettant à profit les perfectionnements agricoles modernes, il n'hésitera pas à mettre en valeur les terres, qui sont encore susceptibles de produire.

Le riz, à la fois culture vivrière et d'exportation de l'Indochine, est livré au commerce sous toutes formes : paddy (riz non décortiqué), cargo (mélange de balle et de riz décortiqué pour assurer pendant de longs mois la conservation de celui-ci), riz blanc (décortiqué), brisures de moulins et farines. C'est l'exportation du riz blanc qui domine. Au point de vue commercial on distingue même trois variétés de paddy et de riz blanc sur le marché de Cholon, faubourg industriel de Saïgon : le go-cong, grain rond demandé en Europe ; le vink-long, grain long le plus abondant ; le bai-xau grain demi-long demandé en Chine, où, il est considéré comme le plus nourrissant. Ceci donne une idée de l'extrême variété du riz.

En ce qui concerne l'exportation de cette céréale, voici quelques chiffres tirés des statistiques des douanes nous montrant l'énorme quantité de riz que peut produire notre colonie :

Année	1902.	. .	1.115.600 tonnes de riz.	
—	1903.	. .	686.885	—
—	1904.	. .	960.000	—
—	1905.	. .	576.000	—
—	1906.	. .	780.000	—
—	1907.	. .	1.428.191	—
—	1908.	. .	1.234.002	—

Ainsi que nous pouvons le constater, c'est en 1907

que fut atteint le maximum d'exportation de cette céréale avec le chiffre de 1.428.191 tonnes. Par contre, les récoltes de 1903 et 1905 furent très mauvaises en raison des inondations. En 1906, un mouvement de hausse s'est fait sentir, hausse qui s'accrut en 1907 année exceptionnelle il est vrai. Toutefois, nous observons que l'année 1908 est elle-même supérieure aux années précédentes : ce qui nous permet d'affirmer que l'exportation du riz d'Indochine suit une progression nettement ascendante. Ces riz proviennent surtout de la Cochinchine qui exporta en 1908 à elle seule pour 107.875.000 francs de riz, alors que le Tonkin en exporta 29.925.000 francs et l'Annam seulement pour 1.514.000 francs.

L'étranger avait demandé à l'Indochine en 1907 1.236.699 tonnes de cette denrée, ce qui représentait une valeur de 131.643.000 francs ; la France et ses colonies en avaient acheté pour la somme de 21.853.000 francs soit 191.421 tonnes. Le port de Hong-Kong en reçut une quantité de 690.170 tonnes évaluées à 70.280.000 francs, le reste fut exporté en Chine, au Japon, à Singapoor et dans certains pays d'Europe : Allemagne, Russie, Angleterre.

L'exportation du riz vers la métropole est en hausse notable depuis quelques années, surtout le riz blanc.

Année 1905	139.400 tonnes
— 1906	171.018 —
— 1907	191.421 —
— 1908	142.215 —

En 1904, l'exportation vers la France avait été exceptionnellement forte : 220.000 tonnes, cela tenait aux faibles envois de 1903 se chiffrant par 89.700 tonnes et aussi à la hausse du maïs, à la place duquel, on avait cherché à utiliser le riz. En effet, les distilleries françaises emploient beaucoup de maïs, dont les États-Unis d'Amérique peuvent lui envoyer des quantités énormes et qui, en temps ordinaire, vaut 4 à 5 francs de moins que le riz par 100 kilogrammes. Les sous-produits de la distillation du maïs sont également d'une valeur supérieure à ceux du riz et la question des sous-produits est très importante dans l'industrie moderne.

Il est certain néanmoins que la demande de la métropole devient de plus en plus régulière. Nos riz ont cependant un inconvénient : celui de ne pouvoir lutter pour la belle apparence avec ceux d'Italie, de Birmanie et du Japon, qui subissent bien mieux le polissage. Malgré cela, ils sont d'un bon usage dans l'amidonnerie, la féculerie, la nourriture des volailles, la fabrication de l'alcool et de la bière.

Le plus fort débouché pour les riz de l'Indochine est l'Extrême-Orient : la destination principale est la colonie anglaise de Hong-Kong où vont exclusivement les céréales du Tonkin et de l'Annam. Celles-ci étaient autrefois réexportées de ce port vers la Chine méridionale notamment vers Canton et Fou-Tchéou ; depuis ces dernières années, elles vont surtout au Japon. Avant 1904-1905, le Japon prenait des quantités de riz très variables en Indochine ; mais il sem-

ble maintenant avoir avec notre colonie un courant d'exportation important et régulier.

Les Philippines ont exporté d'Indochine d'assez grandes quantités de riz; il est toutefois prudent de prévoir une diminution sensible en raison de l'influence américaine, qui s'y exerce actuellement. Les Philippines ne nous paraissent donc vraisemblablement qu'un marché temporaire.

Les Indes néerlandaises constituent un débouché plus sûr, de même que la Chine, d'autant plus que lorsque celle-ci se transformera au point de vue industriel, cela augmentera certainement le nombre de ses habitants, nombre déjà énorme, puisqu'il atteint au minimum un chiffre de 340 millions.

Quant à l'Europe, elle laisse sans difficulté le courant du riz indochinois dériver vers la France, qui leur fait à l'entrée un régime de faveur exceptionnelle en les admettant en franchise, alors qu'elle perçoit sur les riz étrangers un droit de 8 à 11 fr. 60 les 100 kilogrammes, selon qu'ils sont importés directement ou par les entrepôts d'Europe. On peut ajouter un droit d'exportation perçu en Indochine sur les riz qui sortent pour toutes destinations autres que la métropole; mais ce droit est très léger et sans influence en réalité, car il est de 0 fr. 32 par 100 kilogrammes pour le riz blanc.

Le commerce du riz indochinois est encore loin d'avoir atteint les proportions qu'il pourrait prendre. Des superficies considérables de terres cultivables sont disponibles au Cambodge, dans le centre du

Laos et dans certaines contrées de l'Annam. La mise en valeur de ces territoires sera très lente, à cause de la faible densité de la population. Par contre, on peut constater une mise en culture plus rapide de terres en friche dans la Cochinchine et le Tonkin. La superficie des rizières inscrites au livre de l'impôt foncier de Cochinchine est passée de 800.000 hectares en 1887 à 1.100.000 en 1897 et à près de 1.500.000 en 1907 et encore, faut-il faire abstraction de nombreuses terres, qui ne sont pas soumises à l'impôt.

D'ailleurs, la production du riz peut augmenter sans craindre de ne point trouver de débouchés ; car le riz est une denrée précieuse au point de vue alimentaire, d'une consommation régulière et qui fait le fond de la nourriture des peuples d'Extrême-Orient. Malgré des fluctuations assez sensibles d'une année à l'autre et qui tiennent à de mauvaises récoltes, comme en 1903 et en 1905, le riz représente en moyenne une valeur de 20 % supérieure à celle de tous les autres articles d'exportation réunis. La commodité d'emballage, la modicité de son prix de transport et son abondance en font à vrai dire un objet de fret par excellence. Recherché par tous les marchés d'Extrême-Orient, il entretient nos relations sur toutes les lignes des mers de Chine : il règle le courant du commerce extérieur et fait de Saïgon le premier port de l'Indochine.

Il est donc essentiel : de favoriser ce facteur du commerce de notre colonie, d'améliorer et d'étendre

la production du riz, de manière à dominer sur les marchés qui nous servent de débouchés. Ce résultat nous est d'autant plus possible, que la concurrence étrangère ne dispose que d'éléments insuffisants. Bornons-nous à la conquête des marchés d'Extrême-Orient et en particulier de la Chine, qui avec sa population considérable, présente des facultés de consommation constituant le débouché le plus sûr pour la production des riz indochinois.

B. — SEL MARIN. — *Monopole de 1898. — Industries des saumures et des salaisons de poissons.*

Le sel donne lieu à un important trafic en Indochine : les sauneries de Baira notamment étaient très prospères avant 1898, époque de la grande réforme de l'unification budgétaire, œuvre de M. Doumer, alors gouverneur de notre colonie. Ces fabriques exportaient beaucoup et le monopole de la vente du sel, établi en 1898, causa un malaise très vif dans la population. La réglementation, à notre avis, fut un peu trop hâtive, peu modérée et pas assez libérale ; de plus, d'audacieuses spéculations firent atteindre des prix de famine. L'industrie des sels et des salaisons de poissons en souffrit beaucoup : le sel était fort cher, les indigènes en achetaient moins et les poissons ne furent pas conservés en aussi grandes quantités que d'ordinaire. Cela fut d'autant plus regrettable que, dans les années qui suivirent, les inondations, qui

causèrent un tort énorme aux récoltes de riz, auraient cependant permis la capture d'un grand nombre de poissons, ce qui eût compensé en partie les pertes agricoles. L'impôt sur le sel est un impôt fort difficile à établir ; nous en avons eu des exemples en France et il nous suffira de rappeler ce passage d'une vieille chronique du moyen âge « la gabelle du sel était moult déplaisante au peuple » pour prouver que cet impôt fut de tout temps impopulaire. Ce sentiment explique aussi l'hostilité des indigènes envers le monopole du sel, qui causa, ainsi que nous le rapporte les historiens, tant de procès et d'émeutes dans l'ancienne France.

Quoi qu'il en soit, depuis 1898 les chiffres de l'exportation du sel ont singulièrement diminué. Voici d'ailleurs le tableau des quantités de sel exporté de 1895 à 1907, d'après le *Bulletin du Comité de l'Asie française* :

Année 1895.		18.000 tonnes	
— 1896.		34.000	—
— 1897.		42.000	—
— 1898.		31.000	—
— 1899.		22.000	—
— 1900.		17.000	—
— 1901.		26.000	—
— 1902.		29.000	—
— 1903.		33.000	—
— 1904.		9.000	—
— 1905.		8.000	—

Années	1906.		8.000	tonnes
—	1907.		14.000	—
—	1908.		10.000	—

Le sel pour l'exportation est vendu après exonération de la taxe de consommation établie par M. Doumer. Jusqu'au mois de mai 1906, l'administration était liée par un contrat avec un commerçant, qui à la suite d'avantages à lui concédés, avait en fait le monopole du sel. C'était là une forme d'exploitation transitoire ; car depuis l'expiration de ce contrat l'administration des douanes et régies vend aux enchères publiques le sel destiné à l'étranger.

En 1907, l'exportation du sel marin, brut, s'est élevé pour l'Indochine à 140.485 francs, en 1908, elle fut un peu inférieure et n'atteignit que 105.380 francs. Les envois ont généralement lieu sur tous les pays d'Extrême-Orient, principalement vers Hong-Kong et le Siam ; mais aussi vers la Chine, le Japon et Singapoor.

Si importante que devienne cette production, la colonie n'aura aucune difficulté pour écouler son excédent de sel : cette denrée est en effet assez recherchée par les exportateurs d'Indochine. Notons que contrairement aux années précédentes Singapoor fut le meilleur client pour l'achat du sel indochinois : des expéditions furent faites également en Birmanie et au Siam.

Le sel, entrant dans la préparation des poissons salés exportés, devrait être exonéré de la taxe de

consommation ; toutefois le grand nombre de saleurs et de saumuriens rend impossible la surveillance de cette fabrication. C'est pour cette raison, que ce sel paie la même taxe que celui consommé dans le pays.

Les poissons salés destinés à l'exportation proviennent surtout du Cambodge. Cette contrée renferme un grand nombre de pêcheries, qui entretiennent la nombreuse population côtière des grands lacs et dont la régularité du régime des eaux du Mékong garantit l'uniformité. Le bénéfice du commerce d'exportation du Cambodge est dû, pour la presque totalité, à la prospérité des industries de salaisons, qui livrent à l'étranger sous diverses formes près de 12.000.000 de francs ; c'est-à-dire la valeur presque entière inscrite à cet article dans le mouvement général de l'Indochine, valeur qui s'élève dans les bonnes années à 13.000.000 de francs. Si le Cambodge est intéressé tout particulièrement par cette industrie des salaisons, remarquons néanmoins que celle-ci s'exerce sur tous les points de la partie maritime de l'Indochine avec des résultats variables. D'une manière générale, la production cependant ne dépasse guère la consommation locale et ne donne par suite qu'un faible contingent au commerce extérieur. L'exportation des salaisons ne s'élève pas à plus de 2.500.000 francs pour l'Annam, ni à plus de 275.000 francs pour le Tonkin. Quant à ce qui est de la part de la Cochinchine dans l'exportation des poissons salés, il nous est difficile de la préciser, car les quantités sont relevées

cumulativement avec celles du Cambodge dont Saïgon est le port commun de sortie.

Voici d'après les statistiques des douanes les exportations de cette denrée de 1895 à 1908 en Indochine.

Année 1895.	. .	21.392 tonnes de poissons salés	
— 1896.	. .	23.127	—
— 1897.	. .	27.152	—
— 1898.	. .	16.729	—
— 1899.	. .	18.293	—
— 1900.	. .	20.074	—
— 1901.	. .	20.756	—
— 1902.	. .	19.695	—
— 1903.	. .	14.117	—
— 1904.	. .	14.698	—
— 1905.	. .	32.198	—
— 1906.	. .	24.321	—
— 1907.	. .	26.559	—
— 1908.	. .	27.584	—

Il faut ajouter à ces statistiques le montant des exportations de saumures, qui varient entre 500 et 1.000 tonnes par année. Ces industries des salaisons sont intimement liées à la récolte du sel et à l'abondance de la pêche. Nous venons de voir que l'année 1905, avec son maximum de 32.198 tonnes de poissons salés, marque un énorme progrès sur les années précédentes au point de vue de l'exportation. Il est à espérer que cette industrie un instant compromise, par suite de l'établissement du monopole sur le sel,

pourra retrouver sa prospérité première : l'année 1907 avec ses 9.295.963 francs et l'année 1908 avec ses 9.654.720 francs de poissons exportés font bien augurer de l'avenir. Les envois se font surtout vers Singapoore, Hong-Kong, la Chine et le Siam. N'oublions pas que les saumures et les salaisons de toutes sortes sont réclamées par tous les pays d'Extrême-Orient dont les habitants en font avec le riz leur principale nourriture.

Étant donné les énormes quantités de poissons qui subissent une préparation autour du Grand Lac et sur les bords de la côte d'Annam, ne pourrait-on pas installer des usines dans le but d'utiliser les déchets de poissons. Il nous semble qu'il serait possible de transformer ces débris en une sorte de poudrette riche en phosphore et surtout en azote, qui servirait à l'amélioration du sol de l'Indochine et dont le surplus trouverait facilement un débouché dans les pays limitrophes de notre colonie.

Le poisson frais est exporté en assez grande quantité ; les statistiques nous donnent pour 1907 le chiffre de 378.580 fr. et pour 1908 celui de 415.953 fr. représentant le montant des envois faits en Chine, à Hong-Kong, à Singapoore et surtout au Japon, pays qui en fait une grande consommation. Parmi les produits se rattachant à l'industrie de la pêche, notons également l'huile et la colle de poissons, qui pourraient figurer pour des chiffres importants dans le commerce extérieur de l'Indochine.

Par l'étude qui précède, nous nous sommes rendu

compte que notre colonie devrait être un pays de grande industrie de salaisons ; mais pour cela, il faut que la régie veuille bien consentir aux sauniers un salaire rémunérateur. Il faut se garder d'une réglementation trop rigoureuse et d'une fixalité trop avide, qui pourraient tuer ce commerce. Que l'administration des douanes et régies persévère donc dans la voie plus libérale où elle est entrée ces dernières années ; c'est à cette seule condition, qu'elle verra le développement progressif et simultané de ses recettes et de l'industrie des salaisons.

C. — SOIE. — *Relations commerciales avec la France.*
Amélioration de ce produit. — Pays importateurs des soies indochinoises.

La question de la soie est un des plus importants problèmes qui se posent en Indochine. La prospérité de la production séricicole dépend de l'initiative que prendra la France pour le développement de ce produit ; or nous savons, que notre pays a un intérêt de tout premier ordre à ce que le commerce de la soie devienne florissant. La France, en effet, est un pays grand producteur de soie et les fabriques lyonnaises sont réputées à juste titre dans le monde entier. Cependant ne nous est-il pas permis de craindre, dans un temps plus ou moins éloigné, la concurrence possible de notre colonie et à ce moment notre industrie n'aurait-elle pas à en souffrir. Non seulement

nous ne le croyons pas; mais nous pouvons affirmer que, si le commerce de la soie en Indochine avait atteint son complet développement, notre marché de soieries prendrait une extension beaucoup plus grande. Les fabricants français achèteraient leurs soies dans notre colonie, ils se la procureraient à meilleur titre qu'à l'étranger, et, retirant un profit plus considérable de leur produit, ils n'hésiteraient pas à augmenter le nombre de leurs usines et de leurs débouchés. Il ne faut pas craindre, en effet, une crise de surproduction, car la réputation de nos soieries n'est plus à faire et nous sommes en droit d'espérer que la France conservera encore longtemps la préférence des autres pays pour la qualité de ses soies.

Malheureusement, notre colonie d'Indochine ne peut actuellement nous rendre les services que nous attendons d'elle. Serait-ce parce que la culture du mûrier et l'industrie de la soie sont de création nouvelle dans ce pays? Tout au contraire, cette source de richesse y existe depuis plusieurs siècles; les Annamites prétendent même que le ver à soie serait de race aborigène. Nous ne le croyons cependant pas et il est plus vraisemblable de penser que cette industrie a été importée par les Chinois, qui sont et ont été de tout temps de grands producteurs de soie. Ce n'est donc pas pour cette raison que l'Indochine est impropre à rendre les services que lui réclame la métropole. C'est d'abord parce que les soies de cette colonie sont de qualité inférieure; c'est ensuite

à cause de l'insuffisance de la production. Il y a cependant des remèdes à cet état de choses et nous arriverons certainement à triompher des difficultés. Il nous faudrait pour cela modifier la culture du mûrier et remplacer progressivement par des espèces nouvelles les arbres existants, appauvris par un long bouturage. En outre, la régénérescence de la race actuelle des vers à soie s'impose et nous pourrions, sans aucun doute, arriver à d'excellents résultats par le croisement avec d'autres races. Enfin, et c'est encore une condition *sine qua non*, il serait de toute nécessité de changer l'outillage tout primitif de la filature annamite et de la doter de nos perfectionnements modernes.

Voici les moyens à employer pour l'amélioration de la qualité de la soie. En ce qui concerne l'insuffisance de production, en dehors de l'outillage perfectionné, qui permettrait d'extraire des cocons une quantité de soie plus considérable, nous devons encourager la culture du mûrier et l'élevage du ver à soie. Beaucoup de terrains encore incultes sont susceptibles d'être plantés et d'après nos observations les nouvelles plantations ont toujours réussi admirablement. Peut-être pourrait-on donner aussi une prime aux Annamites qui défricheraient les terrains et s'adonneraient à la culture du mûrier.

C'est en 1897, que l'Indochine a atteint le chiffre maximum des exportations de soie avec 193.000 kilogrammes, les années qui suivirent furent également bonnes; en 1898, l'exportation fut de 190.000 kilo-

grammes ; en 1899, de 185.400 kilogrammes. Elle n'a jamais atteint 200.000 kilogrammes, et depuis quelques années elle est tombée à 100.000 kilogrammes et même au-dessous comme le prouvent les dernières statistiques. En 1909, l'Indochine exporta 117.757 kilogrammes de soie grège représentant une valeur de 1.919.439 francs ; en 1908, l'exportation fut seulement de 79.978 kilogrammes avec une valeur de 1.303.641 francs.

La diminution est surtout sensible pour le Tonkin : elle s'explique par une augmentation certaine de l'emploi local de la soie. Nous avons en effet, constaté qu'une partie des grèges tonkinoises est exportée maintenant vers la Chine sous forme de tissus.

Hong-Kong est le plus important destinataire des grèges de la colonie ; elles y sont réexpédiées vers les Indes ou les pays musulmans du sud de la Méditerranée après avoir été redévidées. Le marché de Lyon est trop bien approvisionné pour pouvoir accepter sous sa forme actuelle la grège indochinoise.

En revanche, les bourres et déchets de soie sont à destination presque exclusive de la France ; le reste va vers Hong-Kong. En 1907, la métropole a reçu 106.467 kilogrammes de ces déchets représentant une valeur de 239.551 francs ; en 1908, elle en a demandé 51.280 kilogrammes soit une valeur de 115.380 francs.

Le prix de la soie varie beaucoup selon la manière dont elle a été filée : celle de la filature modèle de Nam-Dinh a été cotée en France 35 francs le kilogramme ; tandis qu'au même cours, la soie filée selon

le mode indigène valait au maximum à Lyon de 15 à 16 francs. L'industriel français importe de 6 à 8 millions de kilogrammes de grèges ; Lyon produit tous les ans pour plus de 500.000 francs de soieries de toutes sortes : ces chiffres sont assez éloquentes pour nous montrer l'intérêt de premier ordre que peut avoir la France au développement et surtout au perfectionnement de la sériciculture indochinoise.

D.— COTON.— *Crise cotonnière 1901-1903.— Création de la culture cotonnière dans nos colonies.— Résultats obtenus en Indochine. — Statistiques d'exportation.*

Si les soieries occupent une grande place dans les statistiques du commerce français, nous savons que les cotonnades sont également pour nous une source de grande production : la question cotonnière constitue donc un problème, que nous verrions résoudre avec le plus vif intérêt. La France, comme tous les pays d'Europe, n'a pas un sol ni un climat susceptibles de produire la matière première de l'industrie cotonnière ; elle aura donc recours aux pays producteurs. Parmi ceux-ci, il faut citer l'Égypte, la Chine, le Japon et surtout les États-Unis qui fournissent à eux seuls les 4/5 de la production mondiale. Nous voilà donc tributaires de l'étranger, qui peut brusquement nous refuser cette matière première et du jour au lendemain ruiner une de nos plus florissantes indus-

tries. De plus, la quantité de coton exporté par l'Amérique doit forcément diminuer chaque année en raison du développement que ce pays donne à ses fabriques de cotonnades. La consommation de ce produit en Amérique suit une progression ascendante et simultanée avec la population, qui augmente d'une façon prodigieuse. Il fallait s'attendre à une crise cotonnière et celle-ci ne manqua pas de se produire avec une grande intensité dans les années 1901-1902-1903. Le seul moyen d'enrayer cette crise qui menaçait une de nos industries nationales était d'implanter la culture du coton dans nos colonies.

Dès 1901, M. Esnault-Pelterie, prévoyant le malaise, qui devait se produire, décida de fonder un syndicat général de l'industrie cotonnière. Celui-ci créé, on posa le problème et l'on se mit à l'œuvre pour savoir quelles colonies réuniraient les conditions climatiques nécessaires à la culture du coton. Le 14 janvier 1903, l'association cotonnière coloniale fut définitivement constituée. On fit successivement des essais : en Nouvelle-Calédonie, les résultats furent négatifs ; en Algérie et Tunisie, les plantations n'eurent qu'un succès fort relatif. Par contre, à Madagascar, au Sénégal, au Soudan particulièrement dans la région du Niger et dans notre colonie de l'Indochine les efforts de nos compatriotes pour la création ou le développement de la culture du coton furent couronnés de succès. Nous nous occuperons seulement de ce qui a été fait en Indochine. Les plantations au Tonkin ne donnèrent que des résultats pitoyables

malgré la diversité des graines semées. Il en fut autrement au Cambodge et en Annam. Dans ce dernier pays notamment le coton pousse un peu partout ; toutefois la qualité manque à ce produit et il ne peut être exporté en France, car la plupart des fabriques de la métropole le refusent comme impropre à la filature. Au Cambodge, au contraire, nous avons obtenu sous tous les rapports d'excellents résultats : les cotons sont soyeux et pourraient être utilisés par nos fabricants ; mais ils sont accaparés par les Japonais et les Chinois. Bref, la culture du coton ne fait que naître dans notre colonie et il faut bien le dire les plantations n'ont été, jusqu'à ce jour, d'aucun secours pour la France. Certains prétendent même, ceci ne s'applique pas aux cotons cambodgiens à l'abri de tous reproches, qu'en raison de la qualité inférieure de la récolte indochinoise, il est inutile d'encourager la plantation. Ce n'est pas là notre avis : il est fort possible que le produit s'améliore grâce à la culture moderne et au perfectionnement de l'outillage de la filature encore très primitif. D'ailleurs, en admettant que la France ne doive pas en profiter d'une façon directe en raison de la mauvaise qualité du coton, ce qui n'est pas complètement prouvé, elle peut par son initiative donner une nouvelle source de richesse à sa colonie, qui emploiera ce produit pour ses indigènes. « C'est ainsi, dit M. Albéric Neton dans son livre : *l'Indochine et son avenir économique*, qu'encouragés par des tentatives européennes, on peut voir dans le chaù de Chien-Thon (cercle de Bao-Ha)

plus de deux cents familles s'adonner exclusivement à la culture du coton et en récolter suffisamment pour en trafiquer après avoir fabriqué leurs vêtements. » Le coton de cette province serait, paraît-il, assez recherché par les Japonais: il semble très blanc, exempt d'impuretés et propre à la confection des meilleurs tissus. D'après ce témoignage, les Européens pourraient, à notre avis, se lancer dans les entreprises cotonnières en Indochine et devraient en retirer un profit certain. La main-d'œuvre ne manque pas: ce qui manque c'est l'initiative, ce sont encore plus les capitaux. A l'heure actuelle, notre colonie compte trois filatures de coton, toutes trois au Tonkin, ce sont la filature d'Hanoï de 10.300 broches, celle de Haïphong 20.000 et celle de Nam-Dinh 25.000.

L'exportation du coton indochinois en laine et non égrené se fait surtout vers l'entrepôt de Hong-Kong pour être ensuite réexpédié en Chine et au Japon; la France n'en reçoit qu'une très faible quantité. Pendant l'année 1907, il a été exporté d'après les statistiques des douanes 5.214.413 kilogrammes de coton, représentant une somme de 2.576.794 fr. ; en 1908, on constate une augmentation considérable l'exportation se chiffrant par 7.381.006 kilogrammes d'une valeur de 4.353.441 francs. Il nous est donc permis de croire, malgré certaines assertions pessimistes, que la production du coton en Indochine est appelée au plus brillant avenir.

E. — POIVRE. — *Surproduction de cette denrée.*
Statistiques d'exportation.

L'Indochine produit de 4.000 à 5.000 tonnes de poivre ; ce qui est supérieur à la demande de la métropole. Or, c'est la France qui constitue à peu près le seul débouché du poivre indochinois et elle n'en réclame que 2.800 à 2.900 tonnes par année. Malgré cela, les cultures poivrières ont beaucoup augmenté, au Cambodge notamment, et les planteurs ont été obligés ces dernières années de limiter leur production. Nous retrouverons d'ailleurs cette question lorsque nous étudierons le commerce de l'Indochine avec la France et la législation de la métropole relativement au régime des poivres de la colonie.

Les planteurs ne doivent donc pas s'exagérer l'importance que peut atteindre cette culture, d'autant plus que l'Indochine n'est pas le seul pays asiatique producteur de poivre : elle ne vient même qu'après la péninsule malaise, l'Inde et les Indes néerlandaises. Ils doivent tenir compte que le poivre est une denrée de consommation limitée, qui, au surplus, n'est pas susceptible d'une augmentation considérable, en admettant même qu'elle puisse prendre un plus grand développement. Enfin, les poivres de l'Indochine sont cotés sur le marché de Cholon plus cher que ne le sont ceux cotés sur le marché de Singapour ; cela tient au régime de la détaxe de 50 %.

dont jouissent les poivres indochinois à leur entrée dans la métropole. C'est là une condition défavorable pour lutter sur un marché libre. L'exportation, faute de débouchés suffisants, doit donc nécessairement diminuer. C'est ce que prouvent les statistiques des douanes : en 1907 l'Indochine exporta en France et vers l'entrepôt de Hong-Kong 5.025.346 kilogrammes de poivre, alors qu'en 1908, elle n'en exporta que 4.059.757 kilogrammes. La différence paraît légère, il est vrai ; mais à notre avis, elle s'accroîtra encore dans les années qui suivront.

F. — *Thé. Café. Tabac. — Autres produits d'importance secondaire. — Possibilités industrielles.*

La province de Quang-Nam avec Tourane comme port est le centre de la culture du thé. Celle-ci actuellement est bien négligée par les indigènes : l'arbre est mal taillé et la feuille n'est ni choisie ni séchée avec assez de soins. Certaines régions pourtant se prêteraient fort bien à cette culture, notamment l'Annam ; les frontières de la Cochinchine et la partie montagneuse du Cambodge qui longe le golfe de Siam semblent réunir les conditions de terrains et de climat nécessaires pour le succès de la plantation d'arbres à thé.

Grâce aux colons et aux Français, qui tiennent à diriger les productions des indigènes dans certaines régions de l'Annam et du Tonkin, l'Indochine est

arrivée à pouvoir fournir 260.000 kilogrammes de thé, à la métropole. Ce produit est d'autant plus intéressant pour notre colonie que la consommation mondiale ne cesse d'augmenter et tout fait prévoir que cet accroissement ira en s'accroissant de plus en plus. Ces trois dernières années ont déjà été caractérisées par une demande supérieure à la production, ce qui prouve que l'usage du thé se généralise. Parmi les variétés de thé, il convient de citer les thés de Ceylan et ceux de la Chine. Les premiers nommés, grâce aux efforts des planteurs, à la publicité et à la réclame qu'ils ont su faire à leurs produits, ont atteint au point de vue exportation un développement extraordinaire. Cependant le thé chinois est préféré en général au thé de Ceylan et comme les thés d'Indochine sont de la même espèce que ceux de la Chine, il y a là des possibilités d'exportations importantes vers les pays européens. Le thé indochinois peut donc être appelé au même avenir brillant que le thé de Ceylan, de la Chine ou de Java; mais à la condition de surveiller cette culture, de régénérer l'espèce des arbres et d'apporter un plus grand soin dans le choix et le séchage des feuilles de l'arbre à thé. Il est de notre devoir de combattre l'inertie des indigènes et de collaborer à l'œuvre de nouvelles plantations. D'après les dernières statistiques, l'exportation de ce produit s'est élevée en 1907 au chiffre de 1.249.331 kilogrammes représentant la somme de 3.747.993 francs; en 1908, elle a été de 1.344.706 kilogrammes d'une valeur de 4.034.118 fr.

Nous constatons donc un léger progrès, qui devrait s'accroître de façon rapide, si les efforts de nos colons parviennent à faire rivaliser les thés indochinois avec ceux de la Chine et de Java, qui sont de même espèce.

Le café, production secondaire de l'Indochine nous intéresse cependant en raison de la grande consommation de ce produit en France. Les colons des régions méridionales du Tonkin lui ont consacré de grands efforts. Pour encourager la plantation, l'administration avait négligé jusqu'ici de percevoir l'impôt sur les terrains plantés de caféiers ; mais tout récemment on a voulu percevoir un impôt de 20 centimes par mans (3.600 mq.), impôt qui devait monter progressivement et atteindre une piastre la cinquième année de culture. Il y eut alors une protestation unanime des colons européens, qui essayèrent de démontrer que les planteurs de café pouvaient à peine couvrir leur frais et vivre très médiocrement. Dans un procès-verbal de la Chambre d'agriculture du Tonkin, on voit également les planteurs de café se plaindre de ce qu'il n'y ait « pas de culture coloniale au Tonkin, qui ait demandé plus de capitaux, plus de travail et occasionné plus de désillusions que la culture du café ». Mais les plaintes ne sont pas suffisamment désintéressées pour être admises sans contrôle et nous persistons à croire qu'il y a dans ce produit une source de profit pour notre colonie. L'exportation du café en fèves se fait surtout vers Singapoor, la France, Hong-Kong et

l'Angleterre, elle s'est élevée en 1907 à 150.784 kilogrammes représentant 376.960 francs ; en 1908, elle n'a atteint que le chiffre de 116.953 kilogrammes d'une valeur de 292.382 francs.

Le tabac est cultivé un peu partout en Indochine pour la consommation indigène ; le jour où des soins appropriés lui auront donné les qualités que réclame le consommateur français, il pourra trouver dans nos manufactures un débouché important. Quelques planteurs européens ont fait des essais de cette culture dans le sud de l'Annam et au Tonkin, les résultats qu'ils ont obtenu leur ont donné plus que des espérances. Une manufacture a même été installée à Hanoï ; elle livre à la consommation des produits : cigares, cigarettes et tabac qui peu à peu prennent la place des produits similaires de Chine et de Manille.

La canne à sucre est récoltée dans certaines terres de l'Annam et du Tonkin en quantité appréciable, mais sa culture et aussi les procédés de fabrication du sucre sont encore trop primitifs.

Le caoutchouc, provenant du Laos et de l'Annam, deviendra l'objet d'un commerce important lorsqu'on pourra tirer parti des lianes à caoutchouc de la vallée du Mékong.

L'huile de badiane se fabrique dans la région de Langson au Tonkin. Cette province a le monopole de ce produit, qui est expédié en France pour la presque totalité. La récolte des fruits et leur distillation, faites avec plus de soins, feraient augmenter la quan-

tité de l'huile en même temps que le chiffre de son exportation.

Les cocotiers sont nombreux en Indochine et une nouvelle plantation s'impose tout le long de la côte d'Annam méridional et sur les bords du golfe de Siam. En 1908, la Cochinchine exporta environ 5.000 tonnes de coprah : ce qui est peu étant donné les ressources en cocotiers et la demande toujours croissante de la métropole. Parmi les autres cultures figurant pour des sommes diverses dans les statistiques citons : l'aréquier, qui constitue la chique si appréciée des peuples asiatiques ; l'ouatier servant à la confection des matelas ; le ricin, l'arachide, le bambou, la ramie, le jute, l'abaca ou chanvre de Manille, la cannelle, l'arbre à laque et à vernis, la badiane ou anis étoilé ; enfin les plantes tinctoriales, le cunao particulier au Tonkin et l'indigotier qui vient surtout au Cambodge.

A ces productions agricoles proprement dites, il faut ajouter les richesses forestières de la région montagneuse du nord de la Cochinchine. Dans les forêts de l'Indochine, on y trouve depuis le pin et le teck jusqu'aux bois les plus précieux : bois de fer, de rose, d'ébène et de santal. Notre colonie renferme aussi des richesses minières importantes : on trouve en Annam et au Tonkin des traces de mines d'or, d'argent, de fer, de cuivre, de plomb, d'antimoine ; mais la plus précieuse est le charbon, qui se rencontre en abondance sur le Haut Fleuve Rouge en Annam et au Laos.

L'étude qui vient d'être faite serait incomplète, si nous ne parlions pas des transformations des matières premières en Indochine. Depuis quelques années, l'industrie a fait dans notre colonie des progrès considérables grâce à la création d'usines et de fabriques importantes. Cette question, il est vrai, intéresse plutôt à l'heure actuelle le commerce intérieur, car les produits transformés sont en majeure partie consommés ou employés par les Annamites ; cependant l'industrie a également une influence sur le commerce extérieur et cette influence grandit de jour en jour. Les matières premières sont évidemment le signe caractéristique de la richesse d'un pays ; mais ce n'est que par la transformation des produits de son sol et de son sous-sol, en un mot, par les possibilités industrielles, qu'une nation peut atteindre l'apogée de la prospérité économique.

Nous allons examiner la situation actuelle de l'industrie dans les divers pays de l'union indochinoise et voir si le nombre des usines et des fabriques déjà considérable ne pourrait pas encore augmenter dans de notables proportions.

L'industrie a pris au Tonkin un développement qui fait bien augurer de l'avenir. Cette partie de l'Indochine est d'ailleurs très bien servie par une quantité de voies fluviales navigables, servant au transport des matières premières et des produits transformés. De plus, la construction de chemins de fer et de tramways, reliant les principales villes du Tonkin, facilitent encore les communications.

Le riz est traité dans diverses distilleries pour la fabrication de l'alcool de riz. Il existe au Tonkin deux usines : une à Hanoï et l'autre à Nam-Dinh. La fabrication porte non seulement sur l'alcool destiné à la consommation ; mais aussi sur l'alcool dénaturé servant pour l'éclairage et pour les machines.

Le coton fait l'objet d'une industrie qui prendra une grande extension en Indochine. Il y a actuellement au Tonkin trois filatures : à Haïphong, Hanoï et Nam-Dinh. Les filés de coton sont exportés surtout au Yun-Nan et dans les provinces de la Chine méridionale. Les trois filatures du Tonkin sont des industries européennes, par conséquent munies d'un outillage perfectionné permettant de tirer du coton le parti le plus avantageux. La Société cotonnière de l'Indochine est la raison sociale de la filature de Haïphong. Cette usine date de 1901, elle a 20.000 broches avec un moteur de 8.000 chevaux. L'usine de Hanoï est la plus ancienne, elle date de 1894, et malgré cela elle n'a qu'un nombre de 10.300 broches avec un moteur de 400 chevaux. La filature de Nam-Dinh ou Société cotonnière du Tonkin est la plus importante, son outillage est le plus moderne. Elle a été créée en 1900 et compte 25.000 broches. Ces filatures sont alimentées par les cotons de l'Annam, de la Chine et de l'Inde.

Il s'est également fondé à Nam-Dinh une filature de soie : Société française des filatures de soie du Tonkin. Pour montrer le bénéfice que peuvent reti-

rer les industriels, disons que les fils de soie, sortis de cette usine et filés à l'européenne se vendent en France 35 francs le kilogramme ; alors que la soie, filée suivant la méthode indigène, ne vaut qu'une quinzaine de francs.

Les jongs sont travaillés dans des fabriques de nattes colorées à Bong-Hay et à Phat-Diem ; les bois et leurs dérivés sont traités dans d'importantes fabriques de meubles ; les produits céramiques occupent de nombreux ouvriers dans les usines de Dap-Cau et à Hanoï.

Il existe à Haïphong une usine pour la fabrication des ciments Portland artificiels de l'Indochine et les chaux hydrauliques. Ces produits sont exportés presque exclusivement vers la Chine et vers l'entrepôt anglais de Hong-Kong. On trouve enfin au Tonkin des fabriques d'albumine, de celluloses, de papiers, d'explosifs chloratés et aussi une brasserie construite à Hanoï par les soins de M. Homel, dont la bière lutte avec avantage avec les bières d'importation.

L'Annam est un pays moins industriel que le Tonkin, on y trouve cependant plusieurs industries florissantes. A Quang-Nam, la maison Derobert frères possède une raffinerie de sucre et exporte des mélasses et des confitures. A Thua-Tien, la maison Bogaert fait un commerce assez conséquent de chaux hydraulique, balustres, carreaux et mosaïques. A Nghé-An, une société anonyme : la Laotienne possède une scierie à vapeur et exploite les produits forestiers. Ce

sont là des industries européennes ; mais il existe en outre des industries indigènes. Elles consistent en fabriques de nattes, de papiers, d'éventails, d'huile d'arachide, de poteries, de saumures ; citons aussi les distilleries dont la plus importante est la distillerie chinoise de Phan-Rang.

La Cochinchine est surtout une contrée agricole c'est le grenier de riz de notre colonie. Néanmoins, certaines industries se sont créées dans cette contrée et y ont prospéré. Citons parmi les plus importantes : les fabriques de travaux en fer et de matériel des chemins de fer de la Société française industrielle d'Extrême-Orient ; la distillerie de la Société des distilleries de l'Indochine, qui est installée à Cho-Lon ; la fabrique de conserves d'ananas, de mangoustan et de fruits du pays à Saïgon et enfin la briqueterie de Vinh-Long dirigé par M. Mulot.

Dans le Cambodge, l'industrie européenne est peu développée on y trouve une scierie à vapeur à Kratié, une usine à glace à Pnom-Penh et une fabrique de sirops et d'eaux gazeuses également à Pnom-Penh. Dans le Laos, l'industrie est presque nulle, cela tient très probablement au manque de moyens de communications : la question du Mékong navigable dans cette région est encore un problème à résoudre. C'est à peine si nous pouvons citer une exploitation de tecks à Xieng-Kong presque abandonnée à l'heure actuelle à cause de la difficulté du flottage des bois.

La production industrielle ne fait que naître en Indochine et cependant les résultats déjà obtenus

sont plus que satisfaisants. La quantité considérable de matières premières, qui existe dans cette partie du continent asiatique doit assurer un brillant avenir aux industries de toutes sortes : fabriques de tissus de coton, de tissus de soie, de papier, distilleries d'alcool de riz, raffineries, etc. ; nous sommes donc en droit d'espérer que, dans un laps de temps peut-être assez proche, alors que les capitaux français n'hésiteront plus à se porter là-bas, notre colonie deviendra à la fois un grand pays agricole et industriel.

L'étude qui vient d'être faite sur la production de l'Indochine, nous montre les puissantes ressources qui existent dans notre colonie. Il ne tient qu'à nous de développer ces richesses et de donner à notre possession cet essor de prospérité qui doit, à notre avis, la maintenir au premier rang dans notre empire colonial.

CHAPITRE II

Commerce extérieur de l'Indochine

RÉGIME DOUANIER. — VARIATIONS DU COMMERCE EXTÉRIEUR

A. — RÉGIME DOUANIER. — *Loi du 26 février 1887.*
— *Loi du 11 janvier 1892 pour les colonies assimilées.*

Nous connaissons maintenant les divers éléments sur lesquels s'exerce le commerce indochinois, il nous reste à voir ce commerce à l'œuvre. Nous allons tout d'abord étudier les divers décrets, qui ont transformé le régime douanier de notre colonie depuis 1887.

La loi de finances du 26 février 1887, à l'imitation du régime algérien, mis en vigueur le 29 décembre 1884, a soumis tous les produits étrangers entrant en Cochinchine, au Cambodge, en Annam et au Tonkin aux taxes figurant au tarif général des douanes de la métropole. Il était cependant prévu quelques adoucissements qui devaient être déterminés par un règlement d'administration publique.

Cette mesure mise en vigueur dès le 24 juin 1887

fut loin d'avoir l'heureux effet qu'on en attendait. Elle eut une répercussion néfaste sur la situation économique et financière du pays. Le mouvement commercial déclina de plus de 18 millions en 1888 pour la Cochinchine. La première liste de denrées soumises au tarif parut insuffisante et le décret du 8 septembre 1887 fut modifié dès le 9 mai 1888 en allongeant la précédente liste et en accordant la franchise à tous les articles n'ayant pas de similaires en France.

La question du régime douanier de la France et de ses colonies fit l'objet d'interminables discussions à la Chambre durant les années 1890 et 1891. Ce fut le 11 janvier 1892 que la loi fut votée. Cette loi est à l'heure actuelle la base de notre régime douanier et de celui de certaines colonies. Toutes nos possessions ne sont pas en effet soumises à ce régime ; on les a divisées en deux groupes : le premier comprenant celles dans lesquelles le tarif douanier de la métropole (avec tableau d'exceptions) est appliqué : ce sont les colonies dites assimilées dont fait partie l'Indochine, le second formé de celles qui possèdent des tarifs spéciaux. D'après la loi du 11 janvier 1892, les produits originaires de France ou des colonies françaises ne paient à l'entrée aucun droit de douane. Les produits étrangers paient le tarif de la métropole, sauf les exceptions fixées par décrets rendus en forme de règlement d'administration publique après avis du Conseil Général, de chaque colonie. Les tarifications ainsi édictées se substituent aux droits du tarif général et du tarif minimum. Ces décrets suppri-

ment les surtaxes d'entrepôt et d'origine pour les colonies auxquelles ils s'appliquent. A leur entrée en France, les produits originaires de ces colonies sur justification de leur origine ne paient que demi-droit pour les denrées dites coloniales.

Pour les produits originaires de l'étranger, s'ils viennent de la métropole après avoir acquitté les droits, ils entrent en franchise; s'ils viennent d'une colonie, ils paient s'il y a lieu la différence entre les droits du tarif local et ceux du tarif de la colonie où ils sont passés. Si au contraire, des produits d'origine étrangère sont importés d'une colonie dans la métropole, ils acquittent toujours à l'entrée les droits du tarif métropolitain.

Néanmoins, il existe pour chaque colonie assimilée des tableaux d'exceptions; pour l'Indochine les exceptions au tarif général ont été fixées par décret du 29 novembre 1892. Il exempte ou réduit les taxes sur les animaux vivants, les poissons, le thé et les bois de construction. Il prohibe l'opium, les sucres étrangers et abaisse les droits sur une foule d'articles chinois.

On estima en 1898, que ce régime était trop libéral et par le décret du 29 décembre 1898 un certain nombre d'exceptions furent supprimées. Ainsi disparurent celles qui portaient sur les poissons salés et les vermicelles d'origine chinoise, les bambous, etc. D'autre part, on augmenta les droits sur plusieurs articles notamment sur les poteries d'origine chinoise, sur les tissus et vêtements de soie. Par contre, il y

eut des exemptions nouvelles, par exemple, pour le rotin et le chanvre.

Le décret du 3 juin 1903 réduisit également les droits frappant certains ouvrages en métaux de provenance chinoise et prohiba les monnaies d'argent, afin de permettre à la piastre française de remplacer la piastre mexicaine.

Le décret du 19 octobre 1903 appliqua à l'Indochine la réglementation adoptée pour les sucres le 5 mars 1902 à la Conférence de Bruxelles. Les sucres des pays soumis à la convention paient un droit de 5 fr. 50 à 6 francs par 100 kilogrammes, le sucre noir (dit galette chinoise) paie 8 francs ; quant aux autres sucres ils sont prohibés. Le régime de ces derniers fut d'ailleurs révisé et un décret du 6 octobre 1905 leur appliqua la législation métropolitaine.

Enfin, un décret du 26 août 1904 modifia le tarif de l'Indochine en augmentant encore les droits sur un certain nombre de marchandises.

En résumé, dans la législation actuelle, il y a peu d'exceptions ou de dégrèvements en dehors des articles d'origine chinoise. Sont encore exemptés : les animaux vivants, le lait, les pommes de terre, les graines à ensemercer, les bois de charpente, les sacs de jute et certaines caisses en métal. Sont simplement dégrevés ; la morue salée, le café, le thé, le tabac, le pétrole, les fils de soie. Disons en passant que l'opium est prohibé.

Notre régime douanier nous paraît critiquable et « les auteurs de la loi du 11 janvier 1892, en faisant

revivre le pacte colonial en ce qu'il a de plus désavantageux pour les colonies et sans même accorder à ces dernières l'intégralité des compensations que lui assurait ce régime, n'ont pas pris garde aux conditions nouvelles qui différencient radicalement notre empire colonial de ce qu'il était autrefois (1). » Le rôle des colonies devrait consister à acheter les produits manufacturés ; mais pour cela, il leur faut un pouvoir d'achat et ce pouvoir d'achat sera obtenu par la pleine et entière disposition de toutes les facultés économiques de la colonie. Il faut que celle-ci puisse se livrer au commerce en toute liberté et qu'elle ne soit en aucune façon entravée dans sa production. Il faut que la colonie puisse se créer les ressources, qui lui sont nécessaires et qu'elle ne soit pas obligée de payer à la métropole un tribut sous forme de tarifs de douane.

Nous constatons que la loi du 11 janvier 1892 et les décrets qui l'ont suivie ont été directement à l'encontre des conditions que nous venons d'indiquer. Il serait à désirer que les bases de notre tarif douanier fussent remaniées et nous verrions avec plaisir nos colonies avoir une personnalité douanière : c'est-à-dire qu'aucune taxe ne pourrait être appliquée par la métropole sans le consentement du gouvernement local et des conseils de la colonie.

M. Milliès-Lacroix, ministre des Colonies, désireux de connaître les sentiments des habitants de nos

1. J. Armand dans la *Renaissance économique*.

possessions à l'égard de nos douanes, institua une vaste enquête le 28 janvier 1908. Il créa en outre une commission, chargée de dégager les résultats de cette enquête et d'examiner les projets de loi concernant la revision des tarifs annexés à la loi du 11 janvier 1892. La question du régime douanier colonial est donc à l'ordre du jour et les modifications que nous réclamons sont peut-être sur le point de se réaliser. Étudions maintenant les résultats de notre législation douanière en Indochine.

B. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'INDOCHINE. — *Statistiques d'importations et d'exportations depuis 1896. — Crise économique 1903-1906. — Avantages que procurerait aux commerçants la création d'entrepôts réels.*

Nous aborderons maintenant l'examen du mouvement commercial de l'Indochine. Il se chiffre environ par 400 millions, somme qui représente un trafic trois fois plus considérable qu'en 1890. C'est donc un énorme progrès, surtout si l'on observe que cette progression du commerce de notre colonie asiatique fut un instant retardée par une série de mauvaises récoltes. Le mouvement ascensionnel n'a repris son cours qu'avec l'année 1907, exceptionnellement abondante, et maintenant que l'Indochine est sortie de la crise qu'elle vient de traverser, elle s'achemine rapidement vers son demi-milliard d'affaires.

Voici d'ailleurs d'après les statistiques des douanes les chiffres des importations et des exportations, c'est-à-dire ce qui représente le transit depuis l'année 1896.

Années	Importations	Exportations
—	—	—
1896. . .	90.522.955 francs	98.248.490 francs
1897. . .	99.442.491 —	127.022.096 —
1898. . .	115.408.518 —	138.157.486 —
1899. . .	131.755.869 —	145.268.663 —
1900. . .	206.642.228 —	176.449.662 —
1901. . .	235.363.177 —	194.093.684 —
1902. . .	243.688.980 —	213.792.571 —
1903. . .	239.703.278 —	145.907.911 —
1904. . .	210.525.786 —	181.939.968 —
1905. . .	254.260.279 —	168.757.633 —
1906. . .	220.685.801 —	176.896.771 —
1907. . .	294.977.168 —	253.357.657 —
1908. . .	251.052.833 —	212.648.992 —

Dans l'espace de treize années de 1896 à 1908, le commerce de l'Indochine est donc passé de 188 millions 700 à 463 millions 700, il a donc plus que doublé ainsi que nous le disions plus haut. Remarquons que dans les années 1901 et 1902 le chiffre des affaires s'est élevé à 450 millions, alors qu'en 1903, nous n'enregistrons que 370 millions et 385 en 1904. C'était là une baisse considérable due à des mauvaises récoltes de riz. En effet, les exportations de riz passèrent de 134 millions en 1901, à 77 en 1903 et à 109 en 1904.

Enfin, si nous comparons les années 1906 et 1908, en faisant abstraction de l'année 1907, qui fut exceptionnellement bonne et qui par conséquent ne peut servir de base, nous relevons en faveur de 1908 une différence de 30.375.032 francs pour les importations et de 35.752.221 francs pour les exportations. Le commerce a donc fait de très notables progrès. Nous avons cependant, dans nos statistiques, constaté une période de fléchissement pour les exportations et surtout pour les importations françaises : nous voulons parler de l'année 1906. Le marché colonial est pourtant largement ouvert aux produits français, tandis que les puissances étrangères n'y ont accès qu'à travers la barrière des douanes. Cela tenait à ce que l'étranger s'était mieux accommodé des nouvelles conditions d'échange qu'avait créées la crise économique ; alors que le négoce français les avait subies passivement.

Dans ces conditions et malgré de réels progrès, il n'est pas surprenant que la France n'occupe pas en Extrême-Orient le rang que la situation géographique et l'étendue de ses possessions lui permettraient d'atteindre. L'Angleterre plus colonisatrice s'imposa la première sur les marchés d'Extrême-Orient et a d'ailleurs conservé sa suprématie. Quant à l'Allemagne, poussée par un besoin d'expansion, et, s'accommodant à merveille de l'organisation libre-échangiste des entrepôts anglais, elle a dépassé de beaucoup nos relations dans ces pays.

Cette supériorité du commerce étranger réside sur-

tout dans la facilité de la transformation de la production et de son adaptation rapide aux goûts de la clientèle. La négligence de cette subordination de la production aux nécessités du marché, en maintenant une dangereuse uniformité dans la main-d'œuvre, a causé les déboires de nos entreprises sur les marchés extérieurs.

De plus, les conditions de transport de la navigation étrangère sont assez avantageuses pour détourner une partie des expéditions nationales à destination de notre colonie. Les compagnies maritimes étrangères consentent des réductions de fret assez considérables pour assurer aux produits français, qui, empruntant la voie de Hong-Kong ou de Singapooré pour pénétrer en Indochine, perdent le bénéfice de leur nationalité et paient les taxes de douanes, pour assurer à ces produits français une large compensation.

Il ne faut cependant pas exagérer l'importance de la responsabilité, qui nous incombe et proclamer sans réserves notre incurie commerciale. La crise économique, qui sévit en Indochine dans les années 1905 et 1906 était due surtout aux désastres, qui dévastèrent le pays et qui ont arrêté momentanément certaines industries agricoles. Une série de typhons et d'inondations avaient ravagé la Cochinchine ; aussi, l'indigène qui vit au jour le jour s'était trouvé totalement dépourvu de ressources, d'autant plus, que cette région n'était pas du tout sujette à ces dévastations. Au Tonkin, les mêmes fléaux s'étaient produits aug-

mentant encore les pertes du mouvement commercial et la misère du pays. Mais l'Indochine a une telle vitalité que les Annamites se remirent avec courage à leurs travaux de culture, si bien que la belle récolte de 1907 rendit à notre colonie sa précédente prospérité. En Cochinchine, le riz fut très abondant et malgré cela la vente en demeura très active : cela était dû à ce que les intempéries contrarièrent les récoltes en Chine et au Siam. En Annam et au Tonkin, le mouvement commercial a repris normalement son cours ascensionnel.

Il semble donc que l'Indochine soit sortie de cette série d'années néfastes pour l'agriculture dont les résultats déterminent si impérieusement les conditions commerciales. Cette prospérité agricole, déterminant une augmentation des exportations a fait accroître également les chiffres des importations dont la diminution venait en partie de ce que les navires de commerce étrangers venaient moins en Indochine, y trouvant moins de produits à exporter.

Il importe que nous développions le commerce de notre colonie le plus possible et pour cela l'institution d'entrepôts réels semblerait devoir donner les meilleurs résultats. On a adopté en Indochine pour les entrepôts fictifs (entrepôts particuliers profitant d'une fiction qui les fait regarder comme édifices de la douane) la réglementation des entrepôts réels (bâtiments de la douane); c'est-à-dire qu'au lieu d'en restreindre le bénéfice à certains articles comme dans la métropole, on l'accorde à tous les produits

sans distinction. Mais il est certain que l'entrepôt réel présente des avantages particuliers : la facilité de placer ses produits dans un bâtiment et sous la sauvegarde de l'administration, la sécurité résultant de la continuité de surveillance, enfin et surtout, la très faible importance des frais constituent des avantages incontestables pour le commerçant.

Si aux lieux de débarquement, le trafiquant n'a pas de magasins pour mettre ses produits, il doit payer des frais considérables de location et de surveillance et il lui est difficile d'attendre dans ces conditions le meilleur moment pour la vente. Dans les entrepôts réels au contraire, les négociants peuvent faire attendre leurs marchandises en toute sécurité ; ils peuvent même les y warranter.

Cette institution aurait à notre avis la meilleure influence sur le mouvement commercial de l'Indochine. En effet, si nous regardons autour d'elle, ne voyons-nous pas deux entrepôts Hong-Kong et Singapooré qui certes jouissent d'une situation géographique exceptionnellement favorable ; mais qui doivent incontestablement une grande part de leur prospérité commerciale à leur franchise douanière. Cette question de savoir, si notre colonie ne pourrait pas avoir son système douanier propre ne peut-elle pas être soulevée ? N'y aurait-il pas avantage pour elle à être débarrassée des liens de la loi de 1892 ?

Le système protectionniste qui a conduit au tarif de 1892 avait sans doute pour but de réserver au trafic

français, gêné sur les marchés étrangers un quasi monopole sur le marché de nos colonies. Mais n'est-ce point là un encouragement à l'indolence de notre commerce national au détriment de l'intérêt propre de nos possessions ?

L'Indochine a aujourd'hui d'autres besoins et d'autres aspirations qu'en 1892. La situation économique s'est transformée, les lois qui la régissent doivent évoluer avec elle ; elle doit pouvoir régler ses tarifs selon ses besoins. Son développement commercial est très gêné sinon impossible entre Hong-Kong et Singapooré qui jouissent de leur liberté des échanges.

CHAPITRE III

Commerce avec la France

Mouvement commercial entre la France et l'Indochine. — Produits qui donnent lieu à des rapports commerciaux entre la colonie et la métropole. — Mesures législatives concernant le riz, le café et le poivre. — Importations et exportations.

Le mouvement commercial entre l'Indochine et la France se traduit par une augmentation notable. De 1893 à 1896, ce commerce a été, en moyenne pour l'exportation vers la France, de 11.400.000 francs environ et de 24.000.000 de francs pour l'importation en Indochine (il s'agit ici de produits exclusivement français et indochinois). Douze ans après de 1901 à 1904, il était de 35.000.000 de francs pour l'exportation et de 98.000.000 pour l'importation. En 1907, il a été exporté vers la France 39.671.378 fr. de marchandises et 43.752.425 en 1908. Pour ce qui est des importations de produits français en Indochine, on relève pour 1907 le chiffre de 101.641.788 francs et celui de 87.814.540 francs pour l'année 1908.

D'après ces statistiques, nous remarquons que l'exportation vers la France représente en 1908 trois fois la valeur de celle de 1896 et qu'en outre les importations des produits français en Indochine ont encore augmenté davantage de 24 à 88 millions en passant par le maximum de 101 millions, détenu par l'année 1907.

Cet effort a été facilité à notre industrie par l'application aux colonies du tarif de 1892. Cependant dans l'état actuel, l'Indochine ne nous paraît pas avoir encore un pouvoir d'achat considérable; pour augmenter le chiffre d'affaires de cette colonie avec la métropole, il importe de développer ses ressources naturelles et partant ses facultés d'achat.

Nous allons d'abord étudier quels ont été, d'une manière générale, les rapports de la France et de l'Indochine pendant ces dernières années, puis nous verrons la situation en 1908.

Les ventes de l'Indochine à la France sont de beaucoup inférieures à celles de la France à notre colonie. Sans doute une grande partie de ces importations françaises ne sont pas payées dès à présent par les indigènes, car les emprunts qu'ils ont faits en soldent une forte part; mais le service de ces emprunts entièrement placés en France constitue pour les Annamites une lourde charge. Si l'on ajoute les importations à destination du corps administratif français, presque entièrement payées par les contribuables indigènes, on s'aperçoit de la nécessité de développer les ventes de l'Indochine à la métropole.

Les Annamites, par exemple, achetaient surtout autrefois à l'étranger les cotonnades, qui leur servent d'habillement. Ainsi en 1894 sur 4.080 tonnes, 1.090 seulement venaient de France. Mais l'influence des tarifs de 1892 survient et, de suite, on voit dominer la production française ; actuellement, les $\frac{4}{5}$ des importations de cotonnades proviennent de nos manufactures.

Pour les grands travaux que nous avons commencés en Indochine le protectionnisme a eu les mêmes effets. Les rails, les fers, les aciers, les ouvrages en métaux, les constructions métalliques, les ciments nécessaires au réseau ferré en construction dans notre colonie sont tous demandés à la France.

D'après des statistiques provenant de l'exposition coloniale de Marseille, il en résulte au Tonkin une majoration de 16.000 francs par kilomètre sur ce que les lignes auraient coûté, si leurs matériaux avaient été librement achetés sur le marché mondial. Donc, si ce réseau ferré rapporte largement aux industriels métropolitains, il coûte plus cher aux indigènes, qui, comme contribuables sont chargés d'assurer le service et le remboursement des emprunts nécessaires pour l'établir. Ils paient donc ainsi un véritable impôt aux producteurs français.

Les deux principaux articles que la France envoie à sa colonie sont les tissus, les métaux et ouvrages en métaux. Étant donné l'importance du tribut ainsi payé par l'Indochine pour sa consommation et son outillage au marché industriel de la métropole, il est

juste que la colonie, qui souffre de ne pouvoir s'approvisionner à l'étranger, bénéficie en retour de certains avantages pour la vente de ses produits en France.

Cette contre-partie peut être basée sur un certain nombre de produits. Tout d'abord, l'Indochine commence, comme nous l'avons dit en étudiant le riz, à vendre de grandes quantités de cette céréale en France. Elle approvisionne presque exclusivement notre marché sauf pour les espèces très fines et toute augmentation de la consommation du riz dans la métropole profitera uniquement à notre colonie.

Le coprah pourra donner lieu à un commerce important, étant donné la grande quantité de cocotiers plantés et que l'on pourrait encore planter tout le long de la côte de l'Annam méridional et sur les bords du golfe du Siam. Les industries de Marseille, qui transforment les corps gras utiliseraient avec profit ce coprah : on peut notamment, en faire de la végétaline ou beurre végétal. Les fibres de coco et les noix des cocotiers seraient aussi par cela même expédiées en France en quantité beaucoup plus considérable.

La colonie pourrait en outre fournir certains produits chinois comme l'huile de sésame. Le Cambodge, qui cultive cette plante pourrait en étendre l'exploitation et nous sommes persuadé que cette culture réussirait également dans l'est de la Cochinchine et le sud de l'Annam.

L'Indochine ne devrait-elle pas envoyer en plus

grandes quantités les peaux de buffles et de bœufs, la gomme laque, le caoutchouc et aussi le benjoin et la gutta-percha.

Mais un produit bien plus important et plus intéressant est la soie ; car nous savons que la sériciculture devrait être une des industries dont le développement serait le plus avantageux pour notre colonie. Certainement, ce produit ne donne pas encore lieu à un commerce très important, puisque l'Indochine n'a exporté en 1908 que 79.978 kilogrammes de soie grège et 51.280 kilogrammes de déchets de soie, ces derniers uniquement à destination de la France. Cela tient certainement, en partie tout au moins, à ce que le Tonkin commence à en utiliser une grande quantité, quantité qui tend sensiblement à s'accroître. Mais il faut dire aussi que la culture défectueuse des mûriers et le mauvais entretien des magnaneries en sont les principales causes. Sur ce point, nous croyons que l'intervention de l'administration serait particulièrement heureuse. On a d'ailleurs déjà accordé de grands encouragements à la sériciculture en exemptant d'impôt pour un certain nombre d'années les terres nouvellement plantées en mûriers. Signalons aussi un arrêté du 28 janvier 1909, instituant à partir du 1^{er} juillet 1909 jusqu'au 31 décembre 1912 une prime de 0 piastre 80 par kilogramme de soie grège filée au Tonkin et provenant de cocons indigènes. Le résultat de cette mesure ne s'est d'ailleurs pas fait attendre : une société est en train d'établir à Thai-Binh une filature de soie à vapeur pour utiliser d'une ma-

nière rationnelle la production de cocons de la province et profiter des primes à l'exportation sur les soies grèges ou tissées.

Il faut aussi assurer aux indigènes de la graine de vers à soie de bonne qualité, car jusqu'à présent, la mortalité des vers a été telle que beaucoup de producteurs en ont été découragés. Depuis quelque temps déjà le service de la sériciculture applique les procédés de Pasteur à la sélection des graines ; cela a, paraît-il, donné d'excellents résultats : le rendement est plus considérable et les magnaniers indigènes semblent plus satisfaits de leur production séricicole.

Des perfectionnements ont été aussi apportés dans la filature annamite : des bassines plus pratiques ont été mises à la disposition des indigènes moyennant un prix très abordable pour eux. Nous serions heureux de voir le marché de Lyon approvisionné par l'Indochine ; mais la qualité manquant aux soies indochinoises, celui-ci préfère acheter les grèges du Bengale et surtout de Canton qui fournit chaque année 30 à 40 millions de soies à la France. Ne désespérons cependant pas de l'amélioration de la sériciculture indochinoise et souhaitons-lui de venir prendre un jour une situation prépondérante sur le marché français.

Pour compenser les charges que notre domination impose à la population indigène nous devons nous efforcer de créer des industries dans l'Indochine même. Si la colonie transformait chez elle ses matiè-

res premières, elle réaliserait un bénéfice considérable, car elle se fournirait à elle-même ce qui lui serait nécessaire et l'excédent de ses besoins grossirait le chiffre de son commerce extérieur. A cause de la proximité de la Chine, elle n'aurait du reste aucune difficulté à écouler ses produits.

Par exemple, pour le papier ordinaire et le papier de culte, l'Indochine en importe de grandes quantités venant de Chine ; or, la région moyenne de l'Annam et du Tonkin renferme l'herbe à paillette qui pourrait servir à faire du papier. Cette fabrication locale libérerait notre colonie du tribut qu'elle paie à la Chine et pourrait même, grâce à l'extrême abondance des matières premières et à leur bas prix, conduire à un excédent de production.

Cette industrie intéresse peu le commerce avec la France ; mais prenons un autre exemple : l'industrie des nattes. Cette production existe dès maintenant avec une importance assez considérable puisque l'exportation de ce produit s'est élevé en 1908 à 445.345 kilogrammes représentant une valeur de 534.514 francs. Les nattes, qui ne sont autres que des bandes tressées pour paillassons ne pourraient-elles pas être expédiées directement vers la métropole, au lieu d'être dirigées vers Hong-Kong pour reprendre ensuite le chemin de la France par l'intermédiaire du grand entrepôt anglais d'Extrême-Orient ?

Une des plus importantes fabriques de nattes est installée dans le huyen de Hung-Nhan de la province de Thai-Binh, sur le canal des Bambous et est diri-

gée et commanditée par des Chinois. Cet établissement est prospère et a produit en 1908 près de 1.900 rouleaux de nattes. Tous ces produits ont pris la direction de Hong-Kong, pour être sans nul doute réexportés en partie du moins vers la France.

Les commerçants français trouveraient en Indochine, quantités d'autres produits, qu'ils reçoivent de la Chine : par exemple, l'huile siccative d'abrasin et l'essence de badiane.

Les rapports commerciaux entre la France et notre colonie indochinoise ont donné lieu à de nombreuses mesures législatives dont l'étude est fort intéressante : lois et décrets, qui dérivent tous d'ailleurs de l'esprit protectionniste, qui régit actuellement tout notre système douanier.

A propos du riz, l'Indochine eut une rude lutte à soutenir contre les industriels de la métropole sous prétexte de concurrence. Les industriels de Marseille refusaient à nos coloniaux le droit de travailler le riz, parce qu'ils avaient des usines de blanchissage et de décorticage. La loi de 1892 avait établi un droit de 3 francs par 100 kilogrammes sur les riz cargos (riz brut simplement séparé de la paille) et de 8 francs sur les riz travaillés étrangers. Nos riz coloniaux bénéficiaient de la franchise qu'ils fussent bruts ou travaillés. L'effet de cette protection fut la création d'industries similaires en Cochinchine et à Marseille. Celle-ci ne put supporter la concurrence et fit une campagne pour obtenir l'établissement d'un droit de 2 fr. 30 sur les riz coloniaux travaillés. Une vive

polémique s'engagea entre les Chambres de commerce de Saïgon et de Marseille. Celle-ci estimait que la concurrence était impossible pour elle, qu'un droit de 2 fr. 30 rétablirait l'équilibre et serait une faible charge pour les consommateurs. Elle prétendait que les amidonneries, les distilleries et les autres industries utilisant le riz seraient à peine frappées par cette augmentation et qu'elle y retrouverait sa prospérité.

Saïgon répliquait en soutenant que les charges seraient plus fortes qu'elles ne le paraissent, que l'établissement de cette taxe nuirait aux amidonneries et distilleries et, comme le blanchissage, disait-elle, est médiocre en Cochinchine, il serait toujours possible à Marseille de procéder à un raffinage, qui portant sur les riz de luxe, pourrait être rémunérateur.

Ce qu'il y avait de remarquable dans cette discussion c'est qu'elle portait uniquement sur l'urgence de la protection : le principe semblait en être admis par les deux parties. Si la disproportion des coûts de production était trop considérable la protection devait s'imposer ; pourtant le contraire est logique puisque la différence entre les deux prix rémunère un travail inutile. Ce travail étant du travail français que celui qui ne peut lutter s'en aille aux colonies, il y produira davantage et son activité profitera à lui et à son pays.

Une autre question législative intéressante est celle de la demi-détaxe dont bénéficient à leur entrée dans

la métropole les denrées dites coloniales. Cette demi-détaxe intéresse notre colonie d'Extrême-Orient pour le poivre, la cannelle, le thé et le café.

Pour le café nous avons vu que malgré les efforts des planteurs du Tonkin la production n'en est pas encore importante. Pour le thé, au contraire, l'Indochine en envoie une quantité de plus en plus considérable à la métropole. L'exportation qui était de 3.747.993 francs en Indochine pour l'année 1907 s'est élevée en 1908 à la somme de 4.034.118 francs, et cette plus-value provient de la consommation française qui augmente de façon notable et régulière. L'Indochine occupe une situation privilégiée pour ce produit, car c'est la seule de nos colonies qui cultive l'arbre à thé. Ce thé ne ressemble en rien à l'espèce que fournit Ceylan, importée en Europe par l'Angleterre et qui convient peu aux consommateurs français. Ce sont là des raisons pour que l'Indochine nous fournisse cette denrée dont l'usage se répand de plus en plus. D'ailleurs à son point de vue personnel, il y aura grand profit pour notre colonie à développer ses cultures de thé, car elle doit importer tous les ans de 1.200 à 1.500 tonnes de thés chinois.

Enfin la question des taxes intéresse les poivres indochinois et il y a eu à ce sujet une législation abondante en 1901-1902-1903. Ce que l'on voulait : c'était le ralentissement de la culture poivrière dont le développement trop hâtif avait créé une crise, la production étant devenue supérieure à la consommation.

La détaxe de 104 francs par 100 kilogrammes avait à ce point encouragé les plantations de poivriers que les exportations avaient sextuplé de 1892 à 1901. La perte du Trésor de ces 104 francs par 100 kilogrammes était de 3.328.000 francs en 1901 pour 3.200 tonnes. Le prix du poivre baissait considérablement, on voulut réagir ; pour cela, on admit par la loi de finances du 30 mars 1902 de limiter la quantité admise au bénéfice de la détaxe. Mais cela lésait ceux qui avaient mis des capitaux dans les poivrières comptant sur la détaxe. Aussi la loi du 12 juillet 1902 décida que la quantité à admettre serait fixée chaque année par décret. Les pertes du Trésor étaient ainsi limitées ; mais ce ne fut là qu'un compromis. Les planteurs se plaignirent amèrement de ce que la limitation était inférieure à la production, lamentation un peu naïve puisque c'était justement le but de la loi : empêcher toute la récolte de s'écouler en France.

Le 29 mars 1903 on dut cependant rapporter cette loi et par la nouvelle loi de finances tous les droits sur les poivres coloniaux ou étrangers furent relevés de 104 francs ce qui mettait la taxe à 312 francs pour les poivres étrangers (tarif minimum) et à 450 francs (tarif maximum) ; tandis que nos poivres coloniaux payaient 208 francs. Ceux-ci étaient donc toujours protégés et le Trésor y gagnait. De cette façon, il y avait un régime stable, avantage considérable sur la loi du 12 juillet 1902. Constatons cependant que l'augmentation des prix profitait seulement au Trésor. Aussi les stocks constitués se placèrent encore plus

difficilement que sous la loi de 1892. Dans la loi du 29 mars 1903, le Trésor a ménagé ses intérêts en relevant la taxe d'un produit dont le prix influe assez peu sur la consommation. On a voulu développer une culture coloniale sans faire de sacrifices financiers.

La loi du 29 mars 1903 ne donnait satisfaction à personne et les planteurs de poivriers ne cessèrent de se plaindre. Le gouvernement français s'en émut, et en vue de remédier à la crise dont souffre depuis plusieurs années la culture du poivre en Indochine, présenta à la Chambre des députés un projet de loi. Grâce à la vigoureuse intervention de M. François Deloncle, député de la Cochinchine de qui émanait la proposition de loi, la Chambre vota le projet par 350 voix contre 160 le vendredi 24 décembre 1909 (1).

En vertu de cette loi, des décrets détermineront dorénavant tous les trois ans, d'après l'état des cultures et la situation des récoltes, les quantités de poivre qui pourront être admises au bénéfice de la détaxe coloniale. Cette loi, en disposant que les crédits d'importations seront fixés pour trois ans, assure au commerce une certaine stabilité. Nul doute que cette nouvelle législation n'ait été accueillie en Indochine avec satisfaction, car tous les corps élus étaient depuis longtemps d'accord pour la réclamer.

Ces lois successives nous montrent combien il est difficile de satisfaire tous les intérêts en jeu lorsque l'on entre dans la voie du protectionnisme.

1. *Journal officiel.*

Maintenant que nous savons quels sont les principaux facteurs du commerce entre la France et sa colonie d'Extrême-Orient, nous allons voir quels sont les chiffres de ce commerce pendant ces dernières années.

IMPORTATIONS. — *Tableau comparatif des principales importations en 1905-1906-1907. — Hausse et baisse des importations de certains produits.*

En 1908, sur le total des importations de l'Indochine, qui s'élèvent à la somme de 251.093.693 francs, la France et ses colonies sont représentées par une valeur de 93.703.502 francs dont 87.814.540 francs reviennent à la métropole et 5.888.962 francs à ses possessions. Il ne s'agit ici que des denrées et marchandises françaises et non étrangères; car ces dernières importées par la France ne figurent dans le commerce général que pour la somme de 192.082 fr. et importées par les colonies françaises seulement pour une valeur de 21.874 francs.

Si nous comparons les importations des denrées et marchandises françaises venant de France et de ses possessions en 1908 et les importations de 1906, qui s'élèvent pour ces mêmes produits à la somme de 106.866.722 francs, nous constatons une diminution de 13.113.220 francs. Notre mouvement commercial a donc été moins actif et ce qui est curieux c'est que nous remarquons que les transactions étran-

gères se sont accrues pendant cette même période.

Une raison de cette différence réside peut-être dans ce que les marchés étrangers étant plus près de notre colonie que la métropole ont pu profiter plus rapidement de l'amélioration de la situation intérieure de l'Indochine.

Au Tonkin, la moins-value tient pour partie au ralentissement des arrivages du matériel des voies ferrées. C'est la Cochinchine qui supporte le reste du déficit. Elle améliore cependant beaucoup sa situation grâce à l'excellente récolte de 1907. L'insuffisance des moyens d'échanges, qui a duré pendant cette période est certainement la cause de la faiblesse des opérations françaises.

Les produits pour lesquels les différences ont été les plus fortes sont ceux qui donnent lieu aux meilleures importations de France c'est-à-dire : les fers, les tissus et vêtements, la mécanique générale, les ouvrages en fer, les constructions métalliques, les liquides et les tabacs.

Nous allons maintenant relever les chiffres des différents produits importés par la France en Indochine, chiffres qui nous sont fournis par les statistiques du commerce. De façon à apporter plus d'exactitude dans nos comparaisons nous choisirons trois années 1905, 1906 et 1907, les statistiques de 1908 sont trop imparfaitement connues encore pour nous servir de terme comparatif.

	ANNÉE 1905	ANNÉE 1906	ANNÉE 1907
	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>
Farines.	2.605.661	3.039.345	5.627.266
Fils de coton écrus. . .	266.032	2.219.440	4.311.893
Automobiles	485.137	663.422	1.697.687
Parapluie de coton. . .	937.127	1.479.423	1.615.056
Aciers en lingots	1.185.561	1.314.214	5.023.625
Aciers en tôles	227.713	658.210	450.366
Dynamos électriques. . .	14.706	258.639	115.596
Vins en fûts	6.447.695	5.503.379	5.924.978
Vins en bouteilles . . .	483.432	246.323	304.033
Bière	2.236.057	1.188.318	1.046.091
Eaux-de-vie	1.753.454	1.096.256	866.338
Liqueurs	462.012	182.724	285.080
Champagne	1.480.208	809.304	849.792
Ciment.	1.656.646	1.298.617	1.308.428
Fer en barres.	1.154.787	750.327	963.747
Tôles laminées	424.786	129.849	207.371
Fils de fer.	233.038	103.177	255.258
Rails	5.751.913	2.129.765	5.023.625
Essieux.	428.974	36.995	40.433
Tissus de coton écrus. .	4.584.233	2.786.611	4.669.544
— blanchis	4.795.251	4.707.531	4.863.204
— teints.	9.103.657	6.609.897	11.384.664
— imprim.	135.205	385.375	1.665.770
Mécanique générale. . .	9.907.461	850.714	612.129
Tabac	3.651.275	2.992.395	2.951.275

Nous avons relevé ici les chiffres les plus importants, qui composent le trafic des importations des produits français en Indochine.

Parmi les augmentations, nous constatons que les farines ont progressé de façon extraordinaire alors que l'importation des farines étrangères a diminué; cela est dû à la qualité de nos farines et aussi aux besoins de l'administration de l'armée, qui pour ses approvisionnements exige des farines de provenance française.

Nous remarquons aussi que les fils de cotons écrus sont passés de 266.032 francs à 4.311.893 francs cette augmentation considérable est due aux nouvelles plantations de ce textile, qui ont parfaitement réussi.

Notons également l'énorme progrès de l'importation des tissus de coton teints et imprimés : les Annamites aiment beaucoup s'habiller avec des étoffes multicolores et nulle autre puissance que la France n'est plus à même de leur en fournir.

Les voitures automobiles gagnent 1.200.000 francs, l'usage s'en répand de plus en plus et nos fabricants ne doivent pas dédaigner ce débouché ; car nous savons que nous sommes encore sous le coup de la crise de surproduction, qui vient d'avoir lieu en France par suite du trop grand développement de l'automobile.

Les parapluies de coton marquent un excédent de plus de 700.000 francs ; la prospérité de ce commerce est due à ce fait qu'avant la domination française la possession et le port des parapluies étaient réservés aux seuls mandarins. Depuis la colonisation française tous les indigènes peuvent en porter et recherchent beaucoup cet objet, qui leur donne, semble-t-il, un certain prestige.

Mais les diminutions sont bien plus nombreuses : les boissons, vins, bière, eaux-de-vie fléchissent pour une somme considérable. La bière subit à elle seule un déficit de plus d'un million, cette baisse dépend en partie du fait qu'au Tonkin une usine

s'est ouverte, qui fabrique une bière très appréciée des indigènes et dont le prix est très modique. Il ne faut pas cependant s'exagérer l'importance des produits de cette usine, qui ne fabrique guère plus de 200.000 francs de bière. Il nous faut donc chercher une autre raison et celle-ci réside, croyons-nous, dans le monopole de l'alcool. Cette question est à l'ordre du jour et est sur le point de se régler à la satisfaction générale des Annamites, si nous ajoutons foi à un article du *Bulletin du Comité de l'Asie française*, d'octobre dernier, que nous tenons à reproduire. « *Le courrier Saïgonnais*, nous rapporte, dans son numéro du 23 septembre une nouvelle qui sera agréable à tous ceux qui ont quelque souci d'une bonne politique indigène : c'est-à-dire de la solidité de notre domination en Indochine. L'organe cochinchinois donnait cette nouvelle en ces termes : A la date du 13 septembre 1909, le gouverneur général a décidé en commission permanente du Conseil supérieur de l'Indochine, que le contrat du 31 décembre 1902 pour la vente des alcools au Tonkin et dans le nord Annam cessera à partir du 1^{er} janvier 1911. » Il s'agit de faire disparaître en fait ou en droit la concession du monopole de l'alcool. Cette décision a été accueillie avec faveur par tous les Annamites et une motion a même été déposée en séance à la Chambre de commerce de Hanoï par les membres indigènes de cette assemblée pour exprimer au gouvernement général l'expression de la reconnaissance des commerçants. Cependant il ne faut pas croire que la sup-

pression du monopole augmentera beaucoup les importations françaises, en alcool ; car l'Annamite préférera consommer les alcools indigènes qui coûteront moins cher.

Les cigares, cigarettes et le tabac enregistrent une diminution de 700.000 francs : cela est dû sans doute pour une certaine part à l'augmentation de la production indigène.

Les ciments français sont aussi en diminution de 348.218 francs par rapport à 1905 : cela tient à ce que les usines de Haïphong se sont développées et non seulement entretiennent une partie de la consommation intérieure, mais encore ont commencé quelque peu l'exportation de ce produit.

Le chapitre qui supporte la différence la plus considérable est celui des métaux, ouvrages en métaux et constructions métalliques. Les moins-values de tous ces articles tiennent aux mêmes causes : les commandes de ferronnerie, de construction, d'acier c'est-à-dire de tout ce qui constitue les matériaux nécessaires pour l'établissement et l'exploitation des voies ferrées, suivent les travaux et diminuent avec le degré d'avancement des lignes de chemin de fer et en particulier de la ligne du Yun-Nan.

Les importations de tissus de jute et de cotons imprimés ont suivi une progression ascendante ; les tissus écrus et les tissus teints ont faibli en 1906 ; mais en 1907, les importations furent importantes et ont même dépassé de façon notable celles de 1905. Ce sont là

des articles de consommation courante, qui sont par conséquent en corrélation directe avec la fortune publique. Mais il est à remarquer que pendant la période de baisse les tissus étrangers ont été moins vivement atteints. La fabrication étrangère livre un produit de qualité inférieure; mais dont la modicité de prix compense les taxes de douane qu'il paie à son entrée en Indochine.

EXPORTATIONS. — *Tableau comparatif des principales exportations en 1905-1906-1907. — Fluctuations des différents produits exportés.*

Sur le total des exportations de l'Indochine, qui s'élèvent en 1908 à la somme de 212.648.992 francs la France figure pour une valeur de 43.752.425 francs et ses colonies pour 2.831.986 francs. En 1907, les denrées exportées se montaient au chiffre de 253.357.657 francs dont 39.671.378 francs pour la France et 3.030.536 pour ses colonies. En 1906, le total des exportations se chiffrait seulement par 176.896.771 francs dont 38.894.349 francs pour la France et ses possessions contre 32.753.736 francs en 1905.

D'après ces statistiques qui nous sont communiquées par le service des douanes nous pouvons tirer deux conclusions: la première, c'est que les exportations progressent d'une façon normale; la seconde, que la France et ses colonies n'entrent que pour

une faible part dans le total de ces exportations.

Le riz est la principale denrée qui nous est envoyée d'Indochine ; c'est de Saïgon que nous viennent la plupart des expéditions de riz qui peuvent alimenter le marché français dans des conditions favorables étant donné la franchise dont ils jouissent à leur entrée dans la métropole et les transports réguliers des Messageries Maritimes et des Chargeurs-Réunis.

Nous allons donner un tableau comparatif des principaux produits exportés de l'Indochine en France pendant les années 1905-1906-1907.

	ANNÉE 1905	ANNÉE 1906	ANNÉE 1907
	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>
Soies grèges	151.231	267.646	480.573
Graisses animales . .	34.510	119.659	106.112
— depoissons. . . .	234.738	301.686	435.506
Paddy	13.444	69.836	999.085
Farines	41.640	166.442	49.582
Riz blanc	9.638.582	14.403.438	12.677.269
Caoutchouc	2.438.567	3.335.949	1.379.905
Gomme laque. . . .	814.950	903.228	844.798
Huile de badiane. . .	371.985	584.475	802.860
Coton en laine . . .	272.746	733.217	189.919
Etain (minerai) . . .	34.758	295.864	108.651
Zinc	»	414.970	287.628
Eaux préparées . . .	360	364.500	14.036
Nattes	»	69.576	12.402
Objets de collection. .	49.659	291.372	126.981
Etain (en saumons). .	5.841	228.930	21.417
Coprah	484.794	263.500	855.912
Poivre	4.649.122	4.363.187	5.386.433
Orfèvrerie d'argent. .	66.250	11.250	36.755
Peaux brutes	1.067.444	935.420	986.160
Cuivre (minerai). . .	61.276	540	1.222
Riz cargo	3.381.768	1.513.248	127.197
Brisures de riz . . .	4.057.732	3.718.723	3.999.452
Thé	559.095	812.868	920.597

Les articles dont l'exportation a diminué de 1905 à 1907 sont peu nombreux, d'ailleurs ainsi que nous l'avons vu l'ensemble des exportations à destination de la France se solde par une augmentation de plus de dix millions par rapport à 1905.

Une hausse, qui fait bien augurer de l'avenir est celle des soies grèges dont la quantité exportée vers le marché métropolitain est passée de 150 à 180 mille francs et avait même atteint 260 mille francs en 1906. C'est un mouvement fort heureux et qui continuera, espérons-le, pour l'industrie lyonnaise qui y est vivement intéressée.

Sur l'ensemble des transactions auxquelles ils ont donné lieu, les riz gagnent quelques millions sur l'année 1905. Ainsi que nous l'avons vu, au début du chapitre des possibilités économiques de la colonie, ils avaient subi un fléchissement sensible dû aux mauvaises récoltes ; mais les opérations commerciales à l'égard de cette denrée se sont améliorées et se chiffrent même par un excédent en 1907. Cette augmentation porte presque entièrement sur les riz blancs.

Le caoutchouc après avoir augmenté d'un million en 1906 a subi une brusque baisse en 1907 en perdant près de deux millions. Cependant, nous croyons au relèvement du commerce de ce produit ; car le caoutchouc est d'un emploi courant dans l'industrie moderne, particulièrement dans celle de l'automobile et, si nous en croyons le récit des explorateurs,

les forêts de l'Indochine renferment beaucoup de lianes susceptibles d'en fournir.

L'exportation du coton avait augmenté de 500.000 francs de 1905 à 1906 ; mais en 1907, elle a subi une baisse considérable : cela tient à la consommation de la colonie, qui devient de plus en plus grande et aussi à l'accaparement que fait le Japon des cotons indochinois.

Le zinc et l'étain marquent des plus-values appréciables ; surtout le zinc, dont le minerai donnait lieu en 1905, à des exportations tout à fait insignifiantes vers la France, ne figurant même pas sur les statistiques, et qui, en 1907, y est inscrit pour la somme de 287.628 francs.

Le maïs enregistre une augmentation de 1905 à 1907, plus-value qui s'est encore accrue en 1908, puisqu'il a été exporté en France 80.451.766 kilogrammes de maïs contre 40.521.147 kilogrammes l'année précédente. Les indigènes du Tonkin avaient trouvé dans la métropole un placement si avantageux de ce produit, qu'ils voyaient en lui une compensation aux incertitudes de la culture du riz. La Cochinchine, tentée par les brillants résultats du Tonkin, vient d'étendre ses cultures de maïs et pour la première année a doublé le chiffre des exportations qu'elle avait faites de ce produit l'année précédente.

Les envois de thé ont aussi progressé notablement : les exportations sont passées de 559.095 francs en 1905 à 920.597 francs en 1907 ce qui fait une augmentation de 461.502 francs. C'est, ainsi que nous

l'avons vu, une denrée qui pourra donner lieu à un commerce important.

Le coprah, après avoir fléchi en 1906, par rapport à 1905, a marqué une hausse considérable dans les statistiques d'exportation de 1907. Il a augmenté de près de 600.000 francs de 1906 à 1907 et figure dans les exportations à destination de la France pour la somme de 855.912 francs. Ce produit vient uniquement de la Cochinchine. Il a subi les mêmes fléaux que les denrées agricoles ; c'est ce qui explique la diminution de sa production pendant la période qui a suivi les inondations et les typhons.

Quant au poivre, le chiffre de ses exportations en France avait diminué de 285.935 francs en 1906, malgré une récolte dépassant légèrement la précédente. Cela tenait à ce que les commerçants du Havre avaient voulu imposer des conditions trop onéreuses dans le calcul des déchets de route. Ne trouvant plus ce débouché suffisamment avantageux les exportateurs indochinois avaient envoyé leurs poivres sur les marchés étrangers. Cependant les maisons du Havre ont renoncé à leurs prétentions et les poivres d'Indochine ont repris le chemin du marché métropolitain. Non seulement le déficit de 1906 a été comblé ; mais encore on constate en 1907 un excédent de 1.327.311 francs sur les exportations de poivre à destination de la France par rapport à l'année 1905. Cependant, comme nous l'avons fait observer en étudiant les possibilités économiques de l'Indochine, c'est là une branche du commerce

extérieur qui est certes fort importante ; mais peu susceptible d'un développement quelconque surtout du côté de la métropole.

Nous avons ainsi terminé l'étude des relations commerciales de l'Indochine avec la France et ses colonies. Elles se résument ainsi : déficit dans les importations et augmentations des exportations. Comme le déficit est supérieur à l'augmentation, le chiffre total des échanges a donc baissé ; mais il ne faut pas trop s'arrêter à ce léger déficit global, qui d'ailleurs se retrouve dans les relations de l'Indochine avec l'étranger. Cet état de choses est dû à la mauvaise situation agricole résultant des cyclones et des inondations, qui ont dévasté les rizières. L'Indochine est d'ores et déjà sortie de sa crise ; l'année 1907 marque une amélioration décisive et notre colonie est sur le point de retrouver cette prospérité qui doit lui assurer un brillant avenir économique.

CHAPITRE IV

Commerce de l'Indochine avec l'étranger

*Mouvement commercial entre l'Indochine et
l'étranger. Statistiques.*

A. — Commerce direct de l'Indochine avec les pays
d'Extrême-Orient.

B. — Commerce indirect par Hong-Kong
et Singapoore.

Le commerce de l'Indochine avec l'étranger a lieu presque exclusivement avec les pays d'Extrême-Orient, c'est-à-dire avec les marchés qui l'entourent : Japon, Chine, Philippines, Indes néerlandaises, Siam, les Indes anglaises et aussi la Birmanie. Ceci pour les relations directes de notre colonie avec les pays destinataires. Mais à côté de ces relations directes, qui ne représentent qu'à peine 20 % du commerce total de l'Indochine avec l'étranger, nous trouvons les rapports commerciaux que l'Indochine entretient avec Hong-Kong et Singapoore. Ces deux immenses entrepôts importent et exportent de la colonie française des quantités considérables de produits dont la destination définitive ne peut être exactement déter-

minée. Cela fait que les études du commerce de l'Indochine avec un pays d'Extrême-Orient sont forcément inexactes, étant donné la grande quantité de marchandises qui passent par Hong-Kong ou Singapoor pour être ensuite réexportées vers leur destination définitive.

Nous étudierons donc d'abord le commerce direct de l'Indochine avec les pays d'Extrême-Orient, puis le commerce indirect, c'est-à-dire avec les entrepôts.

Mais avant d'entrer dans le détail de cette étude, nous allons considérer les chiffres de ce commerce avec l'étranger pendant les années 1906-1907-1908 et voir quelle place il tient dans le commerce général de notre colonie.

En 1906, sur un total de 397.582.572 francs pour le commerce extérieur, l'étranger figure pour une somme de 271.958.516 francs, c'est-à-dire près des trois quarts ; en 1907, sur 482.070.622 francs, il est inscrit sur les statistiques pour une valeur de 332.482.086 francs ; enfin en 1908, sur 463.701.825 francs les importations et les exportations des denrées et marchandises venant de l'étranger ou à destination de celui-ci se montent à 323.412.812 francs. Si nous comparons maintenant les chiffres des années 1906 et 1908 nous constatons, que pendant cette période il s'est produit une hausse de 66.449.353 francs dans le commerce général et également une hausse de 152.454.296 francs dans le trafic de l'Indochine avec l'étranger.

La conclusion que nous devons tirer de l'examen de ces diverses statistiques : c'est que le véritable

marché pour notre colonie est non pas la métropole, mais bien les contrées qui environnent notre possession. Nous savons, en effet, que le commerce avec les pays européens ou d'Amérique, bien que compris dans le mouvement commercial étranger, ne figure que pour des sommes insignifiantes. C'est ainsi que les États d'Amérique n'ont eu en 1908 qu'un trafic d'une dizaine de millions avec l'Indochine, trafic, à peu de chose près, identique à celui que fait l'Angleterre avec notre colonie.

Le chiffre des exportations vers l'étranger, qui a été de 138.002.422 francs sur 176.896.771 francs en 1906 ; de 179.178.065 francs sur 221.879.979 francs en 1907 et de 176.064.680 francs sur 212.648.992 francs en 1908, nous prouve également que le marché étranger demeure largement privilégié dans la consommation des denrées de notre colonie. Cela démontre le peu d'utilité pour l'Indochine du privilège colonial consenti à certains produits par la métropole dans le but d'en favoriser l'écoulement sur son marché.

Nous allons diviser notre étude en deux parties, ainsi que nous l'avons déjà dit, et nous commencerons par le commerce direct de l'Indochine avec les pays d'Extrême-Orient.

**A. — Commerce direct de l'Indochine
avec les pays d'Extrême-Orient.**

Statistiques du commerce direct avec l'Extrême-Orient.

Commerce avec les principaux pays d'Extrême-Orient: I. Avec la Chine. — II. Avec le Japon. — III. Avec les Philippines.

Nous allons tout d'abord dresser un tableau représentant les relations commerciales de l'Indochine avec les différents pays d'Extrême-Orient à l'exception de Hong-Kong et de Singaporore, entrepôts qui feront l'objet d'une étude spéciale. Voici d'après les statistiques du service des douanes les chiffres des importations et exportations de notre colonie avec les pays asiatiques pendant les années 1907 et 1908.

	Importations		Exportations	
	1908	1907	1908	1907
	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>
Chine	14,945,176	14,000,519	11,265,452	22,834,897
Japon	2,716,432	2,037,839	15,881,711	10,833,225
Birmanie	14,588	19,573	60,000	»
Siam	382,421	514,493	867,914	1,004,259
Indes Néerlandaises .	4,758,832	3,742,933	10,746,203	5,686,265
Indes Anglaises . .	4,491,685	2,574,757	25,368	12,395
Philippines	28,687	37,449	21,178,551	12,283,200
Australie	68,314	254,102	463	7,376

Le commerce direct de l'Indochine avec les pays d'Extrême-Orient : Chine, Japon, Birmanie, Siam, des néerlandaises, Indes anglaises, Philippines et Australie s'est donc élevé en 1908 à la somme de 87.103.797 francs dont 27.078.665 pour les importations et 60.025.662 pour les exportations, alors qu'en 1907 il n'avait atteint que le chiffre de 79.844.332 francs dont 23.481.665 francs pour les importations et 56.662.667 francs pour les exportations. Si nous consultons maintenant les statistiques de 1904, nous remarquons que ce même commerce n'est représenté que pour une valeur de 67.075.049 francs dont 21.685.659 à l'importation et 45.369.390 à l'exportation.

Il ressort de tous ces documents de statistiques : que le commerce de l'Indochine avec les pays qui l'entourent, Hong-Kong et Singapoore mis à part, a augmenté dans la période de 1904 à 1908 de la somme de 20.028.148 francs ; que les importations ont marqué un excédent de 5.393.006 et qu'enfin les exportations se sont accrues de 14.656.272 francs. Cette progression ascendante confirme cette assertion que le véritable marché de notre colonie est et demeurera en Asie. Nous le croyons d'autant plus volontiers que les chiffres donnés plus haut, ne représentent qu'environ le 1/3 des opérations commerciales de l'Indochine avec les pays d'Extrême-Orient, les deux autres tiers composant la valeur du trafic entre notre possession et les deux entrepôts anglais.

Il nous faut examiner en détail les plus intéressan-

tes des relations que notre colonie entretient avec ses voisins, nous choisirons la Chine, les Philippines et le Japon.

I. — Commerce avec la Chine.

Le commerce de l'Indochine avec la Chine a été en 1907 près du double de l'année précédente et du triple de celui de 1905. La proportion de l'exportation à l'importation est essentiellement variable et la supériorité appartient tantôt à l'une tantôt à l'autre. L'exportation chinoise en Indochine est en baisse en 1907, tandis que l'importation indochinoise en Chine s'est considérablement relevée et contribue par un bond extraordinaire à la hausse du commerce général. Cette hausse s'explique par l'augmentation des envois de riz, qui s'étaient déjà accrus en 1906. En 1905, il a été envoyé d'Indochine en Chine 76.127 taels de riz ; en 1906 environ 491.150 et en 1907 l'exportation s'est élevée à 6.061.778 taels. Cette monnaie est l'unité monétaire chinoise ; c'est une pièce d'argent d'une valeur approximative de 3 fr. 50. Notre colonie se classe donc au premier rang pour les envois de riz en Chine après Hong-Kong à l'importation de laquelle elle doit d'ailleurs participer pour une part sensible. Voici en outre les autres produits qui font l'objet de l'importation indochinoise dans le Céleste-Empire : le bois pour une valeur de 47.223 taels ; le charbon pour 759.291 ; le ciment pour 294.702 ; le coton brut pour

43.245 ; les filets de coton pour 232.357 ; le matériel de chemin de fer pour 694.603 ; les spiritueux pour 25.609 ; les vins pour 113.677 taels. Si nous comparons ces statistiques à celles de 1906, nous remarquons que la plupart des produits exportés ont considérablement augmenté et parmi ceux dont l'excédent est le plus notoire, il faut citer le matériel de chemin de fer avec une différence de 638.816 taels et les ciments avec une augmentation de 169.461 taels. Par contre les spiritueux et les vins sont exportés en moins grande quantité et le déficit est représenté par une valeur de 34.639 taels ; c'est, sans aucun doute, à cause du monopole des alcools indochinois.

Les envois d'opium d'Indochine en Chine, qui étaient en 1906 de 6.576 taels se sont réduits à rien. Mais si la Chine ne reçoit pas d'opium de notre colonie, elle en importe beaucoup par la voie de Hong-Kong, or l'entrepôt anglais reçoit une assez grande quantité d'opium indochinois, il est donc difficile de déterminer la part de l'Indochine dans cette importation. L'exportation de l'opium brut de Chine dans notre possession se réduit à peu de chose, probablement sous l'action des mesures administratives contre ce produit. Cette restriction de l'opium va porter un coup sensible au commerce de l'Indochine et de la Chine.

Le progrès des relations commerciales de ces deux pays depuis dix années n'est pas aussi marqué qu'on pourrait le croire dès l'abord ; car si nous trouvons que les résultats de ces dernières années sont dans l'ensemble très satisfaisants, il ne faut pas oublier

que la production indochinoise a bénéficié pendant 1906 et 1907 de circonstances exceptionnelles. Nous croyons que ce commerce devrait se développer davantage : les bois d'Indochine pourraient trouver un débouché vers le sud de la Chine, et peut-être que le riz pourrait faire l'objet d'un plus grand trafic en raison de l'énorme population du Céleste Empire, population dont le riz constitue la principale nourriture. De plus, des maisons d'exportation devraient s'établir sur le territoire indochinois pour fabriquer les objets que la Chine réclame. La proximité de ce territoire, où nos colons travailleraient d'après les méthodes occidentales sans craindre la concurrence étrangère, donnerait à l'Indochine un avantage certain en Chine sur les industries européennes.

Le tabac donne lieu aussi à une consommation très importante en Chine et le pays ne peut fournir tout le tabac nécessaire à ses habitants, si bien que l'importation annuelle de ce produit atteint près d'un million de francs par an. L'Indochine trouverait dans l'exportation de cette denrée coloniale au Yun-Nan une source de bénéfices pour son agriculture. Nos manufactures se créeront un débouché utile en Chine, lorsqu'elles auront perfectionné leurs filés de coton. Actuellement, les produits indiens leur sont préférés. Au Yun-Nan les fils de coton proviennent de l'Inde, du Japon et du Tonkin : ces derniers, il est vrai, sont en progression sensible. Les filés de Hanoi et de Haïphong sont du même numéro que ceux de l'Inde et du Japon ; mais ils pèsent 100 grammes de plus :

4 kgr. 750 au lieu de 4 kgr. 650. Néanmoins, les Yun-Nanais préfèrent ces derniers auxquels ils sont habitués de longue date. Les maisons françaises n'ont même réussi à implanter les filés tonkinois qu'à la faveur d'achats importants d'opium qu'ils ont stipulés payables en filés. Après les faillites considérables qui ont eu lieu à Hong-Kong, il est à espérer que les commerçants indochinois pourront prendre une plus large part de ce marché des filés de coton au Yun-Nan. Mais pour cela, il faut augmenter la force productrice des trois manufactures du Tonkin : Hanoï, Haïphong, Nam-Dink, qui actuellement ne sauraient suffire aux besoins d'un marché aussi important.

Grâce à l'achèvement du chemin de fer du Yun-Nan, les agriculteurs pourront envoyer dans la Chine méridionale avec des frais de transports réduits les cotons bruts dont elle a besoin. Ces cotons bruts y sont d'un usage fréquent pour doubler les vêtements de cotonnades pendant l'hiver et pour confectionner de petits matelas.

Au Yun-Nan, le commerce indochinois progresse d'une manière constante au détriment du commerce avec Hong-Kong, qui n'occupe plus la presque totalité des relations du Yun-Nan avec l'étranger. Jusqu'à l'heure actuelle la meilleure voie d'accès était la voie du fleuve Rouge; mais maintenant que la ligne de chemin de fer est terminée jusqu'à Montsen tout le commerce du Yun-Nan même avec Hong-Kong s'effectue par la voie du Tonkin et notre chemin de fer a ainsi une sorte de monopole de transport

des marchandises destinées à la Chine méridionale.

Mais tout produit étranger passant en transit au Tonkin doit payer une taxe de 20 % des droits du tarif général. Suivant que le droit du tarif général est plus ou moins élevé, les produits similaires français ont plus ou moins de chance de lutter avec lui au Yun-Nan.

Nous avons donc là une situation privilégiée dont les commerçants indochinois doivent profiter, en se créant des représentants chinois à Yunnan-Fou, capitale de cette partie de la Chine, de façon à créer des débouchés au commerce européen.

Nous venons d'étudier ainsi les points les plus intéressants du commerce de l'Indochine avec la Chine proprement dite et le Yun-Nan ou Chine méridionale.

II. — Commerce avec le Japon.

Le commerce extérieur du Japon a été évalué à la somme de deux milliards deux cents millions environ par année. Sur ce total, les relations de cette puissance avec l'Indochine se sont élevées : en 1905, au chiffre de 27.231.600 francs dont 1.049.900 francs pour les exportations vers la colonie et 26.181.700 fr. pour les importations d'Indochine ; en 1906, le même trafic figurait pour 19.750.200 francs dont 386.600 fr. pour les produits exportés et 19.363.600 francs pour ceux importés ; enfin en 1907, les opérations commerciales se chiffraient par 12.872.064 francs dont 2.037.839 francs pour l'exportation vers notre pos-

session et 10.834.225 francs pour l'importation au Japon.

D'après ces statistiques, qui nous sont fournies par la régie et les douanes, nous nous apercevons que le commerce de l'Indochine avec le Japon a baissé d'une façon prodigieuse puisque, dans l'espace de trois années, il est passé de 27.231.600 francs à 12.872.064 francs, c'est-à-dire que nous devons enregistrer un déficit de plus de moitié. Nous remarquons en outre, que le chiffre des exportations de l'Indochine vers le Japon a diminué de façon inquiétante pendant cette même période passant de 26.181.700 fr. à 10.834.225 francs. Cette différence provient presque d'un seul article : le riz dont les exportations à destination du Japon sont tombées de 21.936.453 francs à 10.223.001 francs c'est-à-dire un déficit de plus de onze millions.

Ces chiffres nous montrent également que si notre colonie demande peu de chose au Japon, cette puissance réclame à l'Indochine une somme encore importante de produits (surtout du riz). Depuis quelques années les exportations se font directement sans passer par l'entrepôt anglais de Hong-Kong ; malgré cela le commerce diminue. Nous croyons que le chemin de fer du Yun-Nan en est la cause et que les Annamites trouvant plus de débouchés vers la Chine que vers le Japon orientent leur commerce vers cette contrée.

Voici la liste des autres produits qui figurent dans les statistiques des exportations de l'Indochine vers le Japon pour les années 1905 et 1906. Nous n'avons

pu nous procurer le détail des exportations au Japon pour 1907 à l'exception du riz dont nous avons parlé plus haut.

Denrées	1905	1906
—	—	—
Coton non égrené.	1.386.157 francs	801.378.
Coton égrené	2.084.109 »	758.074.
Peaux de bœufs	106.361 »	223.170.
Cuir	177.700 »	204.385.
Poissons.	52.732 »	94.920.
Sel.	71.195 »	78.948.

D'une manière générale, il y a donc une diminution des exportations en particulier le coton a subi un fléchissement de près de deux millions. Cette diminution des importations du coton indochinois au Japon doit être attribuée à l'exagération du stock de ces produits sur le marché japonais à la fin de l'année 1905.

Parmi les produits ayant marqué une augmentation de 1905 à 1906, nous n'avons à signaler que les exportations vers le Japon des peaux de bœufs, des poissons frais et salés et du sel. Ces dernières productions ont augmenté par suite de l'amélioration du régime des sels. Nous savons que l'industrie des salaisons fut un instant compromise lors de l'établissement du monopole du sel par M. Doumer en 1898.

Le traité de commerce que nous avons conclu avec le Japon aura pour résultat de développer les rela-

tions commerciales de ce pays avec l'Indochine et la ligne de navigation japonaise touchant à Haïphong et à Saïgon ramènera, espérons-le, la prospérité des exportations entre notre possession et l'empire japonais.

Nous avons dit qu'à côté des 49.363.000 francs de produits exportés d'Indochine en 1906, il y avait été importé pour 386.600 francs d'objets japonais. Cette somme se répartit entre divers articles : de la houille, des pommes de terre, des tissus de soie, des porcelaines, des verreries, etc., pour des chiffres variés, mais dont le plus fort ne dépasse pas 70.000 francs,

Ces exportations du Japon ont été de 663.500 francs, moins fortes qu'en 1905, cela provient d'une diminution de 613.575 francs sur les bouteilles dont la société fermière des alcools du Tonkin et du nord Annam avait fait au Japon un achat considérable. Il faut aussi noter une moins-value de 77.142 francs sur les houilles, qui correspond à l'extension de la production des mines de charbon du Tonkin.

III. — Commerce avec les Philippines.

Le commerce de l'Indochine avec les Philippines s'est élevé en 1904 à 24.160.000 francs, dont 24.007.000 francs de produits exportés de notre colonie et 152.000 francs de produits importés; en 1907, les opérations commerciales ne furent que de 15.320.649 francs dont 15.283.200 francs pour les exportations et 37.449 francs pour les importations;

enfin en 1908, le même trafic atteignit la somme de 21.207.238 francs dont 21.178.551 francs représentant les envois et 28.687 francs, valeur des objets reçus des Philippines.

D'après ces statistiques, nous constatons que de 1904 à 1908 le commerce de l'Indochine avec les Philippines a diminué de 2.952.762 francs; que les exportations entrent pour 2.828.449 francs dans cette baisse et les importations pour 133.313 francs. Toutefois, nous remarquons que les relations commerciales avaient été beaucoup plus faibles en 1906 et que l'année 1908 marque une augmentation de 5.886.589 francs sur l'année 1906. Il faut donc en conclure que ce commerce, arrêté un moment par la crise des produits agricoles, venue à la suite des inondations se relève rapidement du coup fatal qui lui avait été porté. Cette crise devait naturellement amener un énorme déficit dans les exportations, car l'Indochine fournit de grandes quantités de riz aux Philippines. Notre colonie arrive même en tête des pays importateurs de cette denrée, bien avant la Chine. Il faut espérer maintenant que l'agriculture indochinoise est en meilleure situation que ses exportations de riz vont recommencer à croître. Il y a d'ailleurs un léger progrès, si l'on en croit les statistiques fournies par le *Bulletin du Comité de l'Asie française* de mars 1909, d'après lesquelles l'Indochine aurait envoyé 99.959 tonnes de riz en 1907 et 105.814 tonnes en 1908,

Mais il faudrait se garder de penser qu'il y a là

pour les riz de notre possession un débouché permanent ; d'abord, à cause de l'influence de plus en plus prépondérante des États-Unis d'Amérique sur ces îles ; ensuite, à cause de la reconstitution des rizières dont les Philippines s'occupent activement.

À côté du riz, il n'y a guère comme produit figurant dans l'exportation que la houille, dont l'Indochine envoie annuellement aux Philippines une quantité variant de 5.000 à 7.000 tonnes.

Quant aux importations des Philippines dans notre colonie, qui deviennent chaque année de plus en plus insignifiantes, elles consistent surtout en coprah et en sucre, produits que l'Indochine exporte elle-même.

Nous avons ainsi terminé l'étude des relations commerciales directes de la colonie avec les principaux pays d'Extrême-Orient ; il nous reste à examiner le commerce indirect, c'est-à-dire par les entrepôts de Singapoore et de Hong-Kong.

B. — Commerce indirect de l'Indochine avec les pays d'Extrême-Orient.

I. — Commerce avec Hong-Kong.

II. — Commerce avec Singapoore.

Les chiffres que nous venons d'étudier ne donnent qu'une idée très incomplète du commerce avec les pays d'Extrême-Orient ; car ce que nous avons vu jusqu'ici ne représente qu'à peine 20 % de ce com-

merce. La plus grande partie a lieu avec les grands ports anglais de Hong-Kong et de Singapoore.

Le commerce de l'Indochine avec ces deux entrepôts s'est élevé en 1904, à la somme de 125.852.850 fr. ; en 1907, à celle de 188.491.165 francs ; enfin en 1908, à celle de 168.665.459 francs. Nous constatons donc, dans la période de 1904 à 1908, une augmentation de 43.813.609 francs dans les opérations commerciales. Nous remarquons également une baisse de 12.042.276 francs en 1908 par rapport à 1907 : il n'y a là rien d'étonnant, car la récolte de cette année avait été exceptionnellement bonne ; cette différence quoique considérable n'indique donc pas que ce commerce doive péricliter.

Parmi les objets exportés vers ces ports ou qui en sont importés, il y en a beaucoup, qui sont destinés aux pays que nous venons d'étudier ou qui en proviennent. On reconnaît cela à la nature des produits ; mais il est impossible d'en déterminer la destination définitive d'une manière absolument certaine.

Notre étude portera successivement sur les relations commerciales de l'Indochine avec Hong-Kong et Singapoore. Nous commencerons par l'analyse du commerce avec Hong-Kong le plus important des deux.

I. — Commerce avec Hong-Kong.

Le mouvement commercial entre l'Indochine et Hong-Kong s'est élevé en 1903 à la somme de

102.755.314 francs dont 47.816.524 pour les exportations et 54.938.800 pour les importations; en 1907, il se montait à 154.235.458 francs dont 91.239.358 pour les envois et 62.296.100 pour les objets reçus de Hong-Kong; enfin en 1908, sur un total de 134.557.447 francs, 66.896.953 francs reviennent aux produits exportés et 67.661.494 francs aux produits importés.

Dans la période de 1903 à 1908 les relations commerciales se sont donc accrues de 31.802.133 francs; sur cet excédent, la part des exportations est de 19.080.429 francs et celle des importations de 12.722.694 francs.

Si nous voulons déterminer l'apport des divers pays, qui composent notre colonie dans ce mouvement, nous pouvons dire que la Cochinchine figure approximativement pour 49 %; le Tonkin pour 42 %; l'Annam pour 7 %; le Cambodge pour 2 % seulement. La Cochinchine et le Tonkin représentent donc la presque totalité du commerce de notre possession avec Hong-Kong; d'ailleurs la nature des produits donnant lieu à ces transactions l'indique bien. Les principaux produits exportés d'Indochine sont tout d'abord les riz; en 1903, il a été dirigé vers Hong-Kong 26 millions et demi de francs de riz; en 1907, les statistiques des douanes prouvent qu'il en a été expédié pour 70.285.953 francs. Cette augmentation considérable était due, il est vrai, à une récolte abondante.

Après les riz, les charbons et briquettes du Tonkin

figurent au tableau des exportations pour une somme de 1.971.802 francs; la cannelle dont les envois ont atteint en 1907 une valeur de 1.042.492 francs; les nattes du Tonkin pour 2.726.944 francs; les cotons pour 1.783.000 francs. Les nattes sont réexportées en Europe et en Amérique et les cotons sont employés dans les filatures de Hong-Kong. Nous trouvons, toujours au chapitre des exportations vers l'entrepôt: le cunao (produit tinctorial) pour une somme de 750.000 francs; les poissons salés, dont les envois sont de plus en plus importants, pour une valeur de 3.067.423 francs; les soies grèges pour 598.000 francs; puis les huiles à laquer, les sucres bruns, les rotins, des peaux pour un chiffre approchant 500.000 francs. Enfin d'autres articles fort nombreux sont exportés et figurent pour des sommes plus ou moins fortes, ce sont: les ouvrages en bois, le poivre, les fruits de table, les tissus de soie, le zinc, les fruits et les graines oléagineuses, etc.

Les riz d'Indochine principalement de Cochinchine sont toujours et de beaucoup le principal produit d'exportation vers Hong-Kong, qui les réexporte ensuite pour la plus grande partie vers la Chine; pour une part également, mais de moins en moins considérable, vers le Japon. Dans les années de bonne récolte, l'exportation du riz vers Hong-Kong est fort importante; en 1902, par exemple, les envois ont dépassé 40 millions et en 1907 ils ont été supérieurs à 60 millions.

Le marché de Hong-Kong était un des principaux

fournisseurs de riz au Japon; mais depuis quelques années, des navires de plus en plus nombreux partent du Japon ou même de Hong-Kong pour aller à Saïgon pendant la saison de la vente des riz pour y charger à destination directe de l'empire japonais. Entre Saïgon et Marseille ces transports s'effectuent également sans transbordement par Hong-Kong. Ceci explique que dans le mouvement de sortie des riz indochinois, à moins d'année exceptionnelle comme en 1902 et 1907, les exportations vers Hong-Kong ont tendance à diminuer.

Voici d'ailleurs d'après le *Bulletin du Comité de l'Asie française* de mars 1909, le relevé des exportations de riz et de ses dérivés (cargo, blanc, paddy, brisures, farines) de l'Indochine en 1908 comparées à celles de 1907.

	1907	1908
France	162.826 tonnes	142.215 tonnes
Colonies françaises .	23.498 —	23.952 —
Ports d'Europe . .	100.995 —	108.405 —
Indes néerlandaises.	68.894 —	124.774 —
Singapoore.	48.482 —	75.920 —
Philippines.	99.959 —	105.814 —
Hong-Kong.	512.459 —	215.217 —
Autres ports chinois.	110.319 —	7.355 —
Japon	87.979 —	110.606 —
Autres pays	3.778 —	» —

Nous remarquons donc que la diminution la plus grande porte sur Hong-Kong et les ports chinois et

nous constatons par contre, ainsi que nous le disions plus haut, que les exportations directes de notre colonie au Japon marquent une sensible augmentation. Ceci tient sans doute aux lignes de navigation, créées par le Japon après la conclusion du traité de commerce avec la France et qui relient actuellement Hanoï et Saïgon à l'empire japonais.

Les ventes directes de l'Indochine au Japon se font par l'intermédiaire des grandes maisons de commerce anglaises; elles transmettent leurs ordres à Saïgon et les riz de Cochinchine partent de notre colonie à destination directe du Japon. De la suppression des frais de transbordement et de magasinage résulte une économie de 15 à 20 francs par tonne de riz. Aussi la tendance actuelle est aux exportations directes et cela au détriment de l'entrepôt de Hong-Kong. Il est vrai de dire que du moment que ce trafic direct est fait par des maisons anglaises, le commerce britannique n'en souffre pas, bien au contraire. Il faut reconnaître que l'esprit anglais, sachant se plier aux exigences des circonstances et qui mieux est, sachant en retirer un bénéfice, caractérise d'une façon typique le véritable colonisateur doublé du commerçant, qui connaît à merveille la pratique des affaires.

L'entrepôt de Hong-Kong reste néanmoins le grand fournisseur de la Chine. Le marché de ce port est, à cette fin, organisé d'une manière remarquable tant au point de vue commercial qu'à celui des banques. De grandes maisons chinoises de Hong-Kong achè-

tent à Saïgon des quantités de riz qu'elles s'efforcent de revendre le plus vite possible au demi-gros en Chine, les frais d'entrepôt toujours assez élevés et les risques de détérioration sont ainsi évités.

Les agriculteurs d'Indochine tireraient un grand profit s'ils consentaient à faire avec la Chine un commerce direct d'exportation des riz. Le marché chinois devrait être pour notre colonie un des meilleurs débouchés de cette denrée : dans les bonnes années l'empire chinois demande et peut recevoir pour 40 à 50 millions de francs de riz et ces envois se font presque entièrement par l'intermédiaire de Hong-Kong. Les exportations directes seront favorisées par la voie de pénétration du chemin de fer du Yun-Nan : mais on devrait aussi créer de petites lignes de cabotage côtier et améliorer les appareils destinés au chargement des riz. Pourquoi n'installerait-on pas des élévateurs à grains comme ceux qui existent aux États-Unis, pour les blés, par exemple ?

Nous allons nous occuper maintenant des importations que fait l'entrepôt de Hong-Kong à l'Indochine. Voici l'énumération des principaux produits qui entrent dans les statistiques de ce commerce pour l'année 1907.

Tissus de soie. . . .	9.170.025. francs.
Or en feuilles. . . .	9.484.800. —
Filés de coton écrus. . .	4.276.554. —
Médicaments chinois. . .	2.349.780. —

Porcelaines. . . .	1.386.654. francs
Thés de Chine. . . .	2.246.331. —
Papier chinois. . . .	3.027.130. —
Vermicelle chinois. . . .	1.177.926. —
Coton en laine. . . .	3.703.642. —
Huiles d'éclairage. . . .	1.019.866. —
Farines.	1.529.000. —

Tous ces produits ou presque tous n'ont pas été fabriqués à Hong-Kong, ce port n'a servi que d'intermédiaire, d'entrepôt, c'est d'ailleurs l'unique but d'une colonie de commerce. On doit cependant noter qu'une partie des filés de coton écrus proviennent des manufactures de Hong-Kong. Les porcelaines arrivent du Japon et de la Chine, les huiles et les pétroles de l'Amérique, les thés, les médicaments proviennent de l'exportation chinoise.

Les farines françaises ont en Indochine à redouter la concurrence des farines venant de l'Amérique du Nord par la voie de Hong-Kong ; mais la supériorité des marques françaises est incontestable, elles doivent néanmoins compter avec l'abaissement du prix des marques étrangères. Ces dernières ne parviennent à gagner sur notre marché qu'aux périodes d'épuisement des farines de provenance métropolitaine.

Les papiers originaires de Chine donnent lieu à des importations considérables en Indochine, qui se sont chiffrées en 1907 par une somme de 3.027.130 fr. Il y a là de quoi encourager la construction d'une

usine pour la fabrication du papier au Tonkin, où les matières premières se trouvent en abondance.

Nous avons ainsi étudié le mouvement commercial entre l'Indochine et Hong-Kong, il nous reste à parler des relations, qui existent entre notre possession et Singapooré.

II. — Commerce avec Singapooré.

Singapooré est le deuxième grand entrepôt vers lequel notre colonie envoie de grandes quantités de produits. Ce port est loin néanmoins d'avoir l'importance de Hong-Kong, qui est le pivot du commerce international en Extrême-Orient. En 1906, sur un total des exportations de l'Indochine vers l'étranger de 138.000.000 de francs, Hong-Kong et Singapooré en accaparaient à eux seuls 54 millions dont 42 pour le premier et 12 pour le second. Ces 12 millions toutefois constituaient une somme importante, étant donné surtout que les importations se chiffrent par une somme sensiblement égale.

D'après les statistiques des douanes, le commerce de l'Indochine avec Singapooré s'est élevé en 1904 au total de 14.289.000 francs dont 5.746.000 francs pour les exportations et 8.543.000 francs pour les importations. Il a été en 1907, de 34.955.807 francs dont 14.091.975 francs pour les produits exportés et 20.863.732 francs pour les produits importés ; enfin en 1908, la valeur des opérations commerciales a été de

34.116.012 francs : 17.863.567 francs représentent les envois vers Singapoore et 16.253.445 francs les objets reçus de l'entrepôt anglais.

Dans la période de 1904 à 1908, les relations commerciales entre notre colonie et Singapoore se sont donc accrues de 19.827.012 francs ; les exportations ont augmenté d'une valeur de 12.117.567 francs et les importations se chiffrent par un excédent de 7.710.445 francs. C'est là une progression remarquable du commerce de l'entrepôt anglais avec notre possession.

En considérant la liste des produits importés, nous verrons que parmi eux il y en a bien peu qui soient originaires de Singapoore. Cependant grâce à sa franchise douanière ce port renferme un certain nombre d'usines, imitant les objets de fabrication chinoise ou donnant aux objets fabriqués en Europe une apparence chinoise. C'est même là une des causes pour lesquelles l'importation étrangère progresse plus que l'importation métropolitaine en Indochine, nos industries nationales étant moins souples que celles de l'étranger.

Voici l'énumération des principaux produits importés de Singapoore en Indochine pendant l'année 1907.

Noix d'arec	4.153.112 francs
Sacs de jute.	11.300.760 —
Cachou	163.947 —
Fils de jute	193.927 —

Graines oléagineuses	89.258 francs
Tissus de coton imprimés . . .	346.965 —
Bimbeloterie	143.055 —
Cigares	15.358 —
Pétroles	194.000 —

Les produits les plus importants que reçoit notre colonie sont donc : les sacs de jute, qui figurent dans les statistiques pour plus de 11 millions, ils proviennent en majeure partie des Indes anglaises ; les noix d'arec sont de provenances diverses ; les cachous arrivent du Siam et de l'Inde ; les pétroles des Indes néerlandaises ; la bimbeloterie de la Chine et du Japon et les cigares des Philippines.

Nous donnerons maintenant la liste des produits que Singapooore a exporté en Indochine pendant cette même année, nous choisirons parmi eux les plus importants :

Poissons salés	5.987.387 francs
Riz	5.927.037 —
Tresses nattes	443.320 —
Légumes secs	137.749 —
Nattes de Chine.	44.154 —
Porcs	184.611 —
Gomme laque	11.090 —

Les deux plus gros chiffres de ces exportations sont fournis par les poissons salés et le riz. Les envois de riz à Singapooore sont beaucoup moins consi-

dérables que ceux à destination de Hong-Kong. La raison en est fort simple : c'est que par ce dernier entrepôt notre colonie approvisionne la Chine, tandis que par Singapoore le marché est bien plus restreint.

Les nattes, les animaux vivants (spécialement les porcs), les légumes secs et la gomme laque constituent le reste des exportations à destination de Singapoore. Le coton non égrené et le coton en laine, qui figuraient en 1906 dans les statistiques pour une valeur de 1.984.000 francs, ne donnent lieu actuellement qu'à un trafic insignifiant : cela provient du développement de nos filatures au Tonkin.

En résumé, le commerce extérieur de l'Indochine, qui se partageait avant 1903 en deux parts à peu près égales entre la France et l'étranger a changé cette proportion au détriment des relations commerciales avec la France. Néanmoins, la métropole tient encore une très large part dans le commerce de l'Indochine mais cela nous montre que ce qui est essentiel pour notre colonie c'est de développer son commerce avec les pays d'Extrême-Orient. Il convient donc non pas de contrarier cette tendance naturelle par des tarifs aveuglément protecteurs, qui imposeraient les produits français sur les marchés ; mais au contraire, de favoriser le commerce de notre colonie avec les pays qui l'entourent. Un des meilleurs moyens pour cela serait de créer des lignes de cabotage régulier. Grâce à ces lignes les importateurs et les exportateurs seraient en rapports plus faciles

avec leurs clients et les marchandises verraient diminuer leur prix de revient par suite du moindre coût des transports et de la disparition des frais de transbordement dans les ports de transit.

Il ne s'agit certes pas de disputer à Hong-Kong et à Singapooré la suprématie dans les mers d'Extrême-Orient; mais de donner par ces lignes de cabotage plus d'importance aux ports de l'Annam, du Tonkin et de la Cochinchine, de faciliter, en un mot, les rapports commerciaux de l'Indochine avec les pays au milieu desquels elle est située.

CONCLUSION

Avenir économique de l'Indochine. Question monétaire. Moyens d'augmenter les relations commerciales de la colonie.

De cette étude, il ressort que l'Indochine renferme des richesses de toutes sortes. Les mines y sont nombreuses mais peu ou point exploitées : mines d'or au Tonkin, au Laos, dans le centre de l'Annam ; mines de mercure et de cuivre au Laos et au Tonkin ; gisements de houille dont quelques-uns seulement sont livrés à l'exploitation.

Les forêts sont aussi très importantes : elles couvrent près de 60 millions d'hectares ; mais elles sont encore délaissées, elles renferment pourtant des bois de toutes espèces : bois de construction et d'ébénisterie, arbres donnant la laque et lianes fournissant le caoutchouc que l'on rencontre dans le Laos, dans l'Annam et dans le sud du Tonkin.

C'est surtout au point de vue agricole que l'Indochine est bien douée notamment au point de vue de la culture du riz. Nous avons étudié en détail la production et le commerce de cette céréale, et, nous avons

constaté les efforts que fait le gouvernement pour en améliorer le rendement en perfectionnant l'irrigation.

Malheureusement, l'Indochine est sous le régime de la monoculture : que la récolte du riz soit mauvaise et le pays subit une crise. Nous avons vu les résultats désastreux pour la situation de notre colonie des mauvaises récoltes spécialement en 1904. Aussi cherche-t-on à faire produire à notre colonie autre chose que du riz notamment le thé, la cannelle, la badiane, le poivre et le coton. On cherche à acclimater le coton dans le nord de l'Annam ; cependant jusqu'à présent, il ne semble pas que le coton indochinois doive jamais alimenter la métropole, mais plutôt les pays voisins et l'industrie indigène.

Certaines régions de la colonie sont aptes à un grand essort industriel. En Cochinchine, s'est créée l'industrie du décorticage, du blanchiment, du glacement du paddy ; à Cho-Lon, il y a même des usines à vapeur à cet effet. Au Tonkin, les industries sont encore plus prospères, car les Européens y vivent assez facilement et aussi parce que le charbon est sur place. De plus, dans cette région, la population est très dense et l'Annamite, ouvrier docile, se contente de faibles salaires.

Mais n'est-ce point susciter des causes de conflit avec la métropole que d'encourager les industries locales, les colonies, dit-on, doivent être un débouché pour l'industrie de la métropole et non la concurrencer ?

Ces craintes ne sont pas justifiées : dire que l'In-

dochine doit ou peut concurrencer la France, c'est méconnaître les intérêts même de notre possession et oublier sa situation en Extrême-Orient ; c'est sacrifier la nécessité de l'exploitation des richesses de l'Indochine. On peut cependant fort bien concilier cette nécessité avec le souci légitime du développement de l'industrie de la métropole : ce sont là deux intérêts qui se complètent l'un l'autre. L'industrie de la colonie en se développant augmentera son pouvoir d'achat et par suite son commerce avec la France deviendra plus intense. D'un autre côté, elle fournit à la métropole des produits qui n'ont pas de similaires parmi les produits français et même pour les produits similaires l'Indochine pourra alimenter des marchés sur lesquels les denrées métropolitaines ne peuvent aller : la Chine notamment avec ses 400 millions d'habitants.

Une question qui est liée étroitement au commerce extérieur est la question monétaire. La monnaie de l'Indochine est la monnaie d'argent : la piastre. Doit-on la stabiliser : lui donner une valeur fixe et ne plus la laisser varier selon le cours de l'argent. Si en 1902, on avait attribué à la piastre indochinoise une valeur de 2 fr. 50 cette monnaie n'aurait manqué d'être exportée, attendu que sa valeur métallique depuis 1905 est de 2 fr. 60 et même 2 fr. 90.

L'étalon d'or ne convient pas à l'Indochine, il ne peut être question de fixer une valeur nominale en or de la piastre d'après le cours actuel du métal. Les comptes de l'Indochine ne s'équilibrent pas de

telle sorte que, comme pour l'Inde, le pair puisse en résulter. Ces deux pays ont une situation économique analogue, mais ils diffèrent sur un point essentiel : en Indochine les importations excèdent les exportations, tandis que l'Inde importe beaucoup moins qu'elle n'exporte. La balance des opérations sur les marchandises n'est qu'un élément de la balance générale des comptes, mais c'est pour l'Indochine, comme pour tous les pays neufs, un élément prépondérant. Donc notre colonie court le risque, contre lequel l'Inde est garantie par un large excédent d'exportation, risque d'être obligée de régler par des envois d'argent le solde de ses dettes en or. De plus, ainsi que M. Klobukowski le disait dans son discours du 28 novembre 1909, vouloir la stabilisation de notre piastre indochinoise avant qu'une mesure analogue n'ait été prise dans le Céleste-Empire, serait aller au-devant de mécomptes certains et courir les risques d'une perturbation économique. Les circonstances ne se prêtent donc pas à cette réforme monétaire.

Ce n'est donc pas là une réforme souhaitable pour l'Indochine. Ce qui est plus désirable c'est l'amélioration des voies de communications à l'intérieur du pays et l'agrandissement et le perfectionnement des grands ports de la colonie : Haïphong, Tourane, Saïgon, l'endiguement de Cua-Cam et la jonction du nouveau quai de Saïgon aux rivières de Cho-Lon et au réseau de chemin de fer (1). Aucun de ces ports

1. Discours de M. Klobukowski au Conseil supérieur de l'Indochine, 28 novembre 1909.

n'est en état à l'heure actuelle de remplir en Extrême-Orient le rôle qu'il devrait y jouer. Il ne s'agit pas pour ces ports de devenir les concurrents redoutables des entrepôts anglais ; mais il faut que les navires puissent y entrer, y embarquer et débarquer les marchandises avec plus de facilité.

Il faut que l'Indochine devienne le centre d'un réseau de câbles télégraphiques, qui la mette en relation rapide avec tous les pays d'Extrême-Orient. Il serait souhaitable aussi de voir plus de vaisseaux français dans ces mers, de voir des lignes de cabotage desservir régulièrement les ports de la Chine et établir ainsi des relations plus faciles avec cet empire.

Enfin, il nous faut respecter les Chinois, car les Annamites s'occupent peu des affaires commerciales : ce sont les Chinois qui sont l'âme de l'activité commerciale de l'Indochine ; à Saïgon, à Hanoï, à Tourane la plupart des boutiques sont chinoises. Nous devons donc attirer les Chinois, qui développeront le commerce et multiplieront les relations de notre colonie avec leur patrie.

Nous avons ainsi étudié les richesses de l'Indochine, nous avons vu combien elles sont considérables ; mais surtout quel essort elles pourront prendre dans l'avenir. Nous avons indiqué quelles mesures nous semblent propres à favoriser leur développement dans l'état actuel de notre politique douanière. Néanmoins, avant de terminer, nous nous demanderons si de tout cela ne résulte pas l'évidence des avantages que la colonie pourrait tirer de l'autonomie éco-

nomique. Si au lieu de subordonner l'Indochine à la France, on la laissait libre de proposer pour son régime douanier les mesures qu'elle considèrerait comme les meilleures au point de vue de ses finances et de sa prospérité, n'y aurait-il pas là peut-être un avantage pour l'un et l'autre des deux pays ?

On aurait ainsi une législation appropriée aux besoins de la colonie et de la métropole ; on n'aurait plus besoin de remanier sans cesse les taxes douanières : le commerce y gagnerait, car le régime commercial serait plus stable.

Il faut que la France s'impose des sacrifices : qu'elle applique dans une moins stricte mesure son système colonial de la protection ; qu'elle supprime les monopoles ; qu'elle abandonne enfin ses prétentions irréalisables de suprématie sur le marché indochinois. C'est à ce prix, qu'elle assurera au commerce extérieur de l'Indochine la place qu'il doit occuper en Extrême-Orient.

Vu : le Président de la thèse

LESEUR

Vu : le Doyen

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- LESEUR. — Cours de législation coloniale. Année 1907-1908.
DOUMER. — Situation de l'Indochine. Rapport 1897-1901.
DE LANNESAN. — L'Indochine française, 1889.
DEMORGNY. — Thèse Paris, 1899.
LEVASSEUR. — La France et ses colonies, 1890-1893.
NÉTON. — L'Indochine et son avenir économique, 1904.
JUNG. — Avenir économique de nos colonies, 1909.

Périodiques

- Annales coloniales.
L'action coloniale.
Bulletin économique de l'Indochine.
Bulletin du Comité de l'Asie française.
Journal de la Société de statistique.

Revue indochinoise.

Quinzaine coloniale.

Revue coloniale.

Bulletin des Chambres de commerce de la Cochinchine, du
Tonkin et de l'Annam.

Statistiques du commerce des colonies françaises.

Revue scientifique.

Questions diplomatiques et coloniales.

TABLE DES MATIÈRES

Du Commerce extérieur de l'Indochine

	Pages
CHAPITRE I. — POSSIBILITÉS COMMERCIALES DE L'INDOCHINE	
AU POINT DE VUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR.	8
A. <i>Riz</i> . — Statistiques d'exportation. Pays qui s'approvisionnent de riz indochinois.	8
B. <i>Sel marin</i> . — Monopole de 1898. Industries des saumures et des salaisons de poissons	16
C. <i>Soie</i> . — Relations commerciales avec la France. Amélioration de ce produit. Pays importateurs des soies indochinoises	22
D. <i>Coton</i> . — Crise cotonnière 1901-1903. Création de la culture cotonnière dans nos colonies. Résultats obtenus en Indochine. Statistiques d'exportation	26
E. <i>Poivre</i> . — Surproduction de cette denrée: Statistiques d'exportation	30
F. <i>Thé. Café. Tabac</i> . — <i>Autres produits d'importance secondaire. Possibilités industrielles de l'Indochine</i>	31
CHAPITRE II. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'INDOCHINE	
A. <i>Régime douanier</i> . — Loi de 1887. Loi du 11 janvier 1892.	41
B. <i>Statistiques d'exportation et d'importation</i>	46
Gay-Lugny	8

CHAPITRE III. — COMMERCE AVEC LA FRANCE. — Mouvement commercial entre la France et l'Indochine. Mesures législatives concernant le riz, le café, le poivre	53
<i>Importations.</i> — Tableau comparatif des principales importations en 1905-1906-1907. . . .	65
<i>Exportations.</i> — Tableau comparatif des principales exportations en 1905-1906-1907. . . .	71
CHAPITRE IV. — COMMERCE DE L'INDOCHINE AVEC L'ÉTRANGER. — Mouvement commercial entre l'Indochine et l'étranger.	77
A. <i>Commerce direct de l'Indochine avec les pays d'Extrême-Orient.</i>	80
1. Commerce avec la Chine.	82
2. Commerce avec le Japon	86
3. Commerce avec les Philippines	89
B. <i>Commerce indirect de l'Indochine avec les pays d'Extrême-Orient.</i>	91
1. Commerce avec Hong-Kong	92
2. Commerce avec Singapoore.	99
CONCLUSION. — <i>Avenir économique de l'Indochine.</i> — Question monétaire. Moyens d'augmenter les relations commerciales de la colonie. . . .	194

